

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAMEDI 25 MARS 1978 - N° 664

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76 - 1,70 F

## ● Becam, Bellemare et compagnie

L'échouage de l'Amoco Cadiz, tout le monde l'affirme, est une catastrophe écologique sans précédent. La bourgeoisie y voit pourtant l'occasion de réaliser une opération politique d'union nationale. Il faut écouter Europe 1 qui donne la parole tantôt à Pierre Bellemare dans la série : «Il y a toujours quelque chose à faire» «N'avez-vous pas une vieille paire de bottes ou un vieux ciré dans la cave que vous puissiez envoyer en Bretagne ?» et tantôt au secrétaire d'Etat Becam qui parle «des bons bretons» qui, au lieu de s'interroger ramassent le pétrole avec des seaux d'enfants... Ces tristes individus ne pourront faire oublier que depuis Torrey Canyon, les pouvoirs publics avaient promis d'équiper la côte en radars de repousser les couloirs de navigation au large. Toutes les promesses ne peuvent cacher cette évidence que la bourgeoisie est complètement dépassée par les événements.

## Marchais à l'Elysée

# LE PCF DANS L'IMPASSE

Ils s'étaient déjà vus...



Il y a moins d'un mois, la publication des derniers sondages électoraux accordait une confortable avance à la gauche. La discussion entre PS, PC et MRG était alors de savoir quelles seraient les relations d'un gouvernement de gauche avec le président de la République.

Aujourd'hui, c'est Giscard qui invite — qui convoque — et Mitterrand, Marchais et Fabre qui se résignent à répondre à cette convocation. Singulier retournement de situation qui exprime bien combien est profonde la crise politique de la bourgeoisie, combien sont instables les différentes combinaisons politiques laborieusement mises en place.

De toute évidence, l'heure est à Giscard, qui profite du succès électoral de la droite pour coincer un peu plus la gauche, tout en mettant le RPR en porte-à-faux. Que Fabre franchisse le perron de l'Elysée n'a rien d'étonnant, il l'a déjà fait en septembre 1975. Que Mitterrand accepte l'invitation, c'est aussi dans la logique d'un PS qui ne peut voir que d'un bon œil une «ouverture» vers le grand rêve de la troisième force.

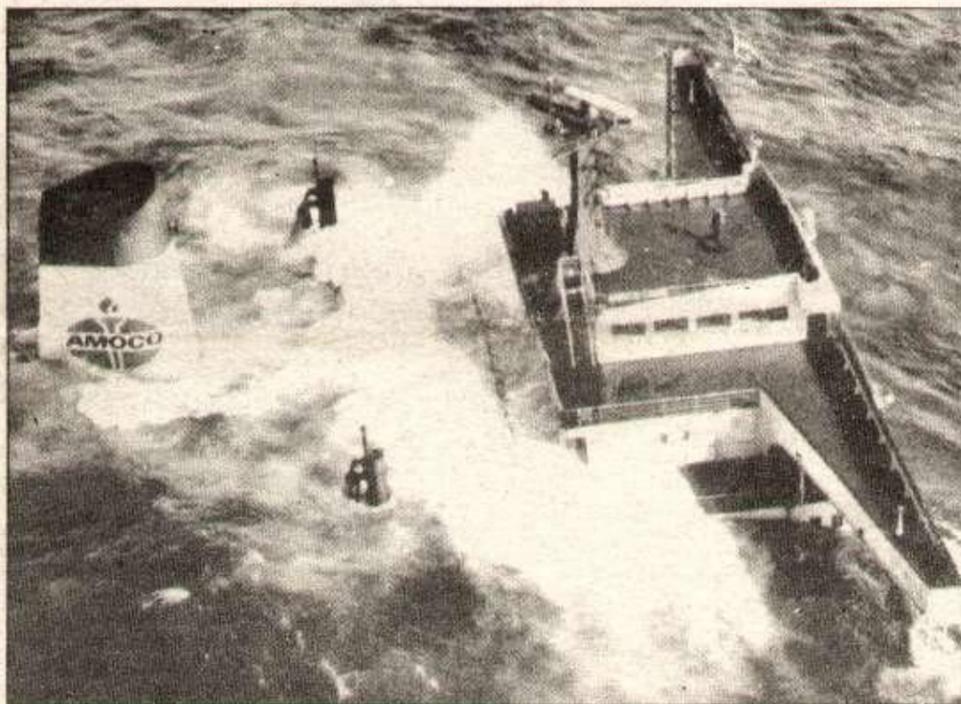
Mais Marchais aussi a été obligé d'accepter, et d'en passer par les conditions de Giscard. Que pouvait-il faire d'autre : sa tactique d'accession au pouvoir a échoué, son score électoral, a stagné, et les interrogations se multiplient en son sein. En refusant de voir Giscard, il se condamnait à l'isolement, accentuant ainsi la rupture de l'Union de la gauche. En acceptant de voir Giscard, il se dégage, sans pour cela avoir le temps de définir une nouvelle tactique. Après son échec électoral, le PCF s'est trouvé dans l'impasse.

L'initiative de Giscard l'y enfonce un peu plus encore. Aux travailleurs de ce parti d'en tirer les conclusions.

(Lire en page 3)

## MARÉE NOIRE

- Tout le pétrole à la mer
- Le Cotentin menacé



L'Amoco Cadiz s'est rompu en deux au niveau du pont jeudi en fin d'après-midi. L'immense mare de pétrole menace maintenant les côtes du Cotentin. Le dérisoire plan Polmar a été étendu. Les îles Anglo normandes seront rapidement touchées également. Jeudi une cinquantaine de militants

des Amis de la terre ont occupé la tour Shell à la Défense. Ils appellent à boycotter tous les produits Shell pendant un mois.

A Brest une manifestation de cinq mille personnes a exprimé son indignation devant la criminelle négligence des pouvoirs publics.

(Lire en page 8)

## Rassemblement de soutien à la Révolution Palestinienne et au Mouvement National Libanais

Contre l'agression sioniste au Sud-Liban

SAMEDI 25 MARS, A 15 h M° BARBES

A l'appel des organisations étudiantes et ouvrières arabes, avec AMFP, ASFA, CNP, CSFPA, CMDL, CEDETIM.

## Encore une explosion dans une poudrerie

A l'heure où s'achevait le procès de Clérieux, où en avril 1976, 6 ouvriers avaient été tués et plusieurs autres blessés, une autre explosion se produisit dans une poudrerie du Finistère, à Pont de Buis. Trois ouvriers ont été grièvement blessés. Dans cette poudrerie de la mort, une explosion avait déjà tué 4 ouvriers, en août 75 !

## Menaces contre les magistrats progressistes

Foyer s'était vu donner tort par les tribunaux parce qu'il avait accusé le Syndicat de la Magistrature d'être une organisation subversive. L'ancien garde des Sceaux a pourtant raison si on en croit la Cour de cassation. La droite se sent forte, elle vient de gagner les élections.

## Lutte résolue des ouvrières de Robin

Les ouvrières de l'entreprise Robin, à Strasbourg, n'ont pas attendu le résultat du second tour de scrutin, pour engager la lutte. Mais leur mouvement ne semble pas plaire à tout le monde : des travailleurs de la Général Motors, en visite se sont vus refoulés par un responsable CGT, qui en a profité pour calomnier à nouveau le mouvement récent à la General Motors que la CGT avait cassé, en son temps. L'UL CGT de Strasbourg a décidé de peur des luttes qu'elle ne contrôle pas.

(Lire en page 5)

## L'UOPDP dans la bataille de 78

Lire en pages centrales

**abonnez-vous  
abonnez  
vos amis**



**LA CARTE D'ABONNE AMI  
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
VOUS DONNE DROIT**

**A un abonnement à :**

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCR ml.
- *Pékin Information*.
- *La Chine en construction*.
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*.

**et à un livre ou un disque au choix :**

**Le tome V de Mao Tsé-toung.**

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communard* (Paule Lejeune)
- *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)
- *Salaires aux pièces*
- *L'électro-nucléaire* (CFDT)
- *Nucléaire, danger immédiat*
- *Les écoles rurales, quel avenir ?*

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou.
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balatine.
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : *Checca* □ *Resistencia* □
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ca branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

**Sur présentation  
de la carte «abonné-ami»  
du Quotidien du Peuple**

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales) .....  
Prénom .....  
Ville .....

Date :

- Abonnement normal 350 F □
- Abonnement de soutien 500 F □
- ... F □

Mode de versement : - en une fois □ - en trois fois □

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.  
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande soit en trois fois : 200 F à la commande, puis 100 F et 50 F, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

**POLITIQUE**

Quand Fabre rencontrait Giscard...

**«Ne pas créer des illusions sur sa prétendue volonté de concertation alors qu'il est le chef de file de la droite» L'Humanité du 2 octobre 1975**

Le 30 septembre 1975, à 17 h, Robert Fabre franchissait -déjà- les marches de l'Elysée. L'affaire fit à l'époque grand bruit. Trois semaines auparavant, en effet, les trois partis de gauche avaient refusé une mutation lancée par Giscard à l'occasion de la mise en place du «plan de relance» de Chirac. Le retournement de Fabre allait entraîner les commentaires courroucés du PCF, commentaires qui prennent un sens tout particulier au regard du «oui» de Marchais 30 mois plus tard.

Le 18 septembre, Andrieu écrivait dans l'*Humanité* : «Ce qui est clair dès maintenant, c'est que la décision de Robert Fabre est une aubaine pour le chef de l'Etat qui avait à plusieurs reprises, émis le souhait de se «concerter» avec les représentants de l'opposition. Une concertation pour la galerie, destinée non pas -qui pourrait le croire ?- à prendre en compte les revendications des travailleurs mais à répandre des illusions sur

le caractère libéral du pouvoir».

Le 19 septembre, Andrieu continuait «... Bien qu'il affirme ne pas renoncer à son propre objectif politique, Robert Fabre concourt à délivrer, qu'il le veuille ou non, un brevet de civisme au chef de l'Etat, dont il semble oublier que même s'il a été lu par la moitié des Français, ce n'est pas leurs intérêts qu'il défend mais ceux du grand capital».

Au lendemain de la rencontre, l'*Humanité* écrivait : «M. Giscard d'Estaing célèbre volontiers, dans les mots, les vertus de la concertation. C'est à lui que revient le bénéfice de l'opération, malgré les précautions de style de Robert Fabre. Il tente d'apparaître comme un homme de bonne volonté, soucieux d'engager le dialogue avec l'opposition. Le dirigeant radical même s'il s'en défend, vient de lui fournir une regrettable caution».

Enfin, le 2 octobre, Andrieu tirait cette conclusion



étonnamment d'actualité : «Ce qui est grave dans cette affaire, c'est qu'elle tend à créer des illusions sur le caractère arbitral du chef de l'Etat, et sur sa prétendue volonté de concertation, alors qu'il est le chef de file de la droite et que toute sa politique est marquée du sceau de l'autoritarisme et du refus de la concertation». Ou'ajouter de plus ?...

**Mitterrand à l'Elysée**

**LES PREMIERS PAS D'UNE NOUVELLE DÉMARCHE?**

● Mardi à 17 h 30, Mitterrand grimpera le perron de l'Elysée. Jeudi en fin de matinée, le secrétariat du PS délibérant en l'absence de Mitterrand, parti méditer dans sa résidence des Landes, répondait positivement à l'invitation de Giscard.

Ce n'est pourtant pas la première fois que le premier secrétaire du PS est invité à l'Elysée. A chaque fois cependant il avait répondu qu'il n'était pas hostile au principe mais qu'il se refusait à se prêter à une opération politique. Cette invitation n'en serait-elle pas une ?

Si bien sûr ; mais à la différence de ce qui se passait au plus fort de la polémique, la gauche est sans perspective. En tout cas celle de se raccommo-der dans un proche avenir. Cependant, il serait hâtif de conclure que la visite de Mitterrand à l'Elysée équivalait à baisser pavillon et qu'il s'apprête à se ruer sur les maroquins ministériels, sans aucune retenue comme certains de ses amis du MRG. Le jeu socialiste est plus subtil. A la différence de Fabre, Mitterrand a quelque chose à mettre dans la balance dans ses négociations avec Giscard. En effet, si Mitterrand acceptait purement et simplement un ministère et quelques autres pour les dirigeants du

PS, il se discréditerait trop rapidement par une politique qui se résumerait sans attendre à l'austérité et à la répression. Ensuite et c'est très important, Marchais étant dans l'opposition, il ne pourrait sûrement pas compter sur le PCF pour assurer «la paix sociale».

**POURQUOI AVOIR ACCEPTÉ ?**

Alors se pose la question de savoir pourquoi Mitterrand a accepté ? Surtout, parce que c'est un moyen de jeter une passerelle entre Giscard et l'opposition social-démocrate. Objectivement il est vrai que la situation est assez favorable à la réalisation de ce vieux rêve commun à Giscard et à beaucoup de socialistes.

Cela fait en effet cinq ans que le PS n'a pas eu les mains aussi libres. A l'évidence, le Programme commun n'est plus qu'un livre de bibliothèque parmi d'autres ou presque. Ce que pouvait dire ou penser le PCF de l'acceptation de



l'invitation par Mitterrand avait nécessairement moins de poids qu'autrefois. (Rappelons que Mitterrand a accepté de se rendre à l'Elysée avant même que l'invitation pour Marchais soit annoncée).

Cela confirme que le PS se dirige probablement vers une solution du type : «Union de la gauche sans Programme commun». Ces

nouveaux rapports qui régiront sans doute les relations entre les deux partis, contrairement à ce qui existait autrefois, n'excluent plus que Mitterrand se rende à l'Elysée. Et d'ailleurs depuis la défaite de la gauche de quelle autre perspective dispose la social-démocratie ?.

F. MARCHADIER

# PCF : L'IMPASSE

● Où va le PCF ? Ils sont nombreux les militants de ce parti qui aujourd'hui se posent la question. Toutes les actions, tous les efforts étaient ramenés à un seul objectif : la victoire électorale de la gauche. La gauche a perdu. Tout a été fait pour atteindre ou dépasser la barre des 21 % au premier tour. Le PCF ne les atteint pas, et régresse en pourcentage par rapport à 73. A ce jour, aucun bilan n'est tiré de ce recul, et le comité central qui est censé tirer un tel bilan ne se réunira que les 26 et 27 avril prochain.

En septembre 75, le PCF avait tiré à boulet rouge sur Fabre, accusé de renouer avec Giscard. Aujourd'hui c'est Marchais qui accepte une telle convocation. Il a fallu de très longues heures au bureau politique pour répondre à cette simple question : oui, ou non. Au moment même où le bureau politique menait d'après discussions internes, le *Monde* publiait une lettre d'un rédacteur de *France Nouvelle*, hebdomadaire du Comité Central mettant en cause le comportement de la direction avant, pendant, et après les élections.

De toute évidence, les questions sont nombreuses aujourd'hui dans ce parti qui ne peut que constater qu'il est dans une impasse.

Le PCF, dans la période, n'est plus du tout maître du jeu. Ce n'est plus en fonction de ses objectifs qu'il doit se déterminer, mais en fonction des initiatives des autres, et singulièrement de celles de Giscard.

Quelle autre solution avait-il en effet que de se rendre à l'Élysée ? Refuser eût été pour lui entériner une cassure supplémentaire dans la gauche : d'un côté un Mitterrand prêt à dialoguer avec Giscard, et de l'autre côté un PCF qui de fait se serait à nouveau isolé avec ses 20,6 %, amorçant ainsi une espèce de traversée du désert dont on ne voit pas bien qu'elle aurait été l'issue.

C'est bien cela l'événement important de cette journée de jeudi. En quelques heures, au sein du bureau politique, c'est

toutes les tactiques possibles qui ont dû être passées en revue, avec ce que cela comporte de contradictions et d'affrontements de personnes inévitables dans un parti révisionniste. Rester seul dans son coin, en refusant de suivre Mitterrand, et en se contentant d'appels au renforcement du parti et à l'Union «à la base» ? Cette position aurait le mérite de séduire nombre de militants, mais elle empêche tout espoir d'accession au pouvoir et donc tout espoir d'avancer, un jour, dans le projet de capitalisme d'État. Engager dès aujourd'hui une tactique de «compromis historique», en discutant avec la droite, en participant à l'Union nationale de la bourgeoisie pour «favoriser dans toute la mesure du possible la solution des problèmes des plus pressants du pays, dont les élections législatives ont souligné l'ampleur», selon les termes du communiqué du secrétariat du PCF ? C'est une solution qui doit avoir des adeptes, et qui n'a pas été exclue par le bureau politique si l'on s'en réfère au texte du communiqué et aux termes de l'éditorial de Francette Lazard dans *L'Humanité* de vendredi. Mais là encore, il y a un obstacle de taille : le PCF ne peut pas prétendre parler au nom de la gauche, il n'en est électoralement que le second parti. Préserver les chances d'union en ne se coupant pas de Mitterrand, et en se donnant le temps de la réflexion ? C'est la voie qui a été choisie. Mais à quel



prix ! Au prix d'une réponse à la convocation de Giscard, celui que le PCF appelait le chef de file de la droite, celui dont il disait à juste titre que ses ouvertures n'avaient pas pour but de prendre en compte les revendications des masses.

La discrétion avec laquelle *L'Humanité* rend compte de cette reculade devant Giscard, l'absence spectaculaire d'initiatives du PCF dans la période, le fait que des dissensions s'expriment publiquement au sein de l'hebdomadaire central, tous ces faits prennent bien la mesure du désarroi et de l'embaras du parti de Marchais aujourd'hui. Marchais et les siens ont trompé des milliers de militants de base du PCF, ils ont menti aux travailleurs en se pré-

tendant les défenseurs de leurs revendications légitimes, ils ont conduit leur parti et ses militants dans une impasse. Quelles que soient les acrobaties verbales qu'ils vont pratiquer maintenant, quels que soient les nouveaux mensonges qu'ils vont tenter de proférer, voilà bien les questions auxquelles tous, au PCF, sont confrontés. Entre les méthodes de la politique du PCF — et ses impasses multiples — et la lutte aujourd'hui, contre la bourgeoisie, pour imposer nos revendications, il y a le jour et la nuit. Ce n'est pas en étant reçu par Giscard qu'on fait en quoi que ce soit progresser nos intérêts, tous les travailleurs savent cela. Marchais, lui, choisit de répondre aux convocations de la bourgeoisie.

## Un rédacteur de *France Nouvelle* exprime son désaccord avec la direction du PCF

Jean Rony, membre du comité de rédaction de *France Nouvelle*, où il écrit régulièrement des articles sur les PC italien et espagnol, exprime dans le *Monde* du 24 mars ses désaccords avec l'analyse du Bureau politique du PCF sur le résultat des élections.

Rony ironise d'abord sur la manière dont son parti présente les choses : d'abord les 13 députés en plus, ensuite les trucages de la droite : «Comme les choses iraient mieux, en effet, si la droite n'existait pas». Il dénonce le fait que le PCF n'entend tirer aucun bilan sérieux de ces élections avant la réunion

du Comité central des 26 et 27 avril. «Il (le Bureau politique NDLR) invite les comités de secteurs et les comités fédéraux à tirer tous les enseignements de la bataille politique qui vient de se livrer. Et pourquoi pas les cellules, c'est-à-dire tous les communistes ? Devront-ils attendre que, le 26 et 27 avril prochain, un comité central pas pressé ait fixé la ligne et apporté les explications ?»

Reprenant les termes du communiqué du BP, Jean Rony se demande si «après avoir pratiqué pendant des années l'alliance au sommet à des fins électorales, les dirigeants

du PCF en reviendraient donc au «front unique à la base». Le rédacteur de *France Nouvelle* souhaite «une analyse approfondie, menée par tout le parti, de la situation qui a conduit à l'échec». Et il poursuit «Le communiqué du Bureau politique ne semble pas inviter à cette analyse. Il contient déjà les réponses toutes prêtes aux interrogations des militants. Celle-ci en particulier : «Nous n'avons pas été entendus par nos partenaires». Le problème, c'est que nous n'avons pas non plus été entendus des masses. Et, de ce problème-là, on ne se débarrassera pas en se contentant de dire que

nous ne portons aucune responsabilité».

Ce n'est pas la première fois que des dissensions se font jour au sein du PCF, mais celle-ci prend un relief particulier dans la mesure où Jean Rony participe à une des revues les plus importantes du PCF, *France Nouvelle*. Il vient d'ailleurs d'y signer un article dans le numéro daté du 21 mars. Depuis quelques mois, *France Nouvelle*, dirigé par Henri Mallerg, a joué un rôle important dans les initiatives du PCF en direction des autogestionnaires et de certains mouvements de luttes (écologistes, femmes).

## En une journée...

Fort d'avoir évité la défaite, Giscard est depuis lundi dernier sur la brèche afin d'exploiter au maximum l'avantage dont il dispose sur ses concurrents. Nous reproduisons ci-dessous les dépêches d'agences telles qu'elles se sont succédées dans la journée de jeudi en provenance et en direction de l'Élysée.

10 h 50 :

«Dans le cadre des entretiens qu'il aura au cours des prochains jours avec les représentants des diverses formations politiques et syndicales, le président de la République a invité M. François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste à venir le voir la semaine prochaine à l'Élysée», a annoncé le porte-parole de l'Élysée.

AFP 11 h 07 :

Bulletin acceptation  
Paris (AFP) - François Mitterrand accepte l'invitation du président de la République (officiel).

AFP 11 h 20

Bulletin : Invitation Georges Marchais à l'Élysée.  
Paris 23 mars (AFP) - Le président de la République a invité M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste, à venir le voir la semaine prochaine à l'Élysée dans le cadre des entretiens qu'il aura au cours des prochains jours avec les représentants des diverses formations politiques et syndicales.

AFP 11 h 55

Bulletin  
Paris 23 mars (AFP) - M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, a été invité par le président de la République à venir le voir la semaine prochaine à l'Élysée, annonce la présidence de la République.

AFP 12 h 03

Urgent  
Les dirigeants de la majorité reçus la semaine prochaine par le président de la République.

Paris, 23 mars (AFP) - M. Pierre Hunt, porte-parole de l'Élysée, a annoncé jeudi que tous les dirigeants de la majorité seront reçus la semaine prochaine par le président de la République.

AFP 12 h 51

Urgent  
Accord de principe donné par M. Robert Fabre à l'invitation du président de la République.

Paris 23 mars (AFP) - Un accord de principe a été donné jeudi par M. Robert Fabre à l'invitation du président de la République de se rendre à l'Élysée (officiel).

AFP 15 h 25

Bulletin  
Paris - M. Georges Marchais accepte l'invitation du président de la République. Officiel.

AFP 17 h 47

Le PCF, après avoir hésité toute la journée sur la marche à suivre, fait paraître le communiqué suivant : «*Soucieux de favoriser, dans la mesure du possible, la solution des problèmes les plus pressants du pays, dont les élections législatives ont souligné l'ampleur et la gravité, G. Marchais, secrétaire général du PCF, vient d'accepter la proposition du président de la République pour avoir avec lui un entretien.*»

## La réaction du CERES

Interrogé par *Le Matin*, Chevènement a répondu : «Je peux vous confier ma surprise que le bureau exécutif du PS n'ait pas été amené à délibérer d'une affaire de cette importance.» Par ailleurs, le député de Belfort avait déjà déclaré qu'il n'avait «pas de commentaires à faire sur le fond, mais qu'une réponse aussi précipitée ne s'imposait pas.»

## Mitterrand : après l'Élysée, le Canada

Le congrès de l'Internationale socialiste se réunira au Canada en novembre prochain. Le gouvernement canadien en a profité pour inviter Mitterrand à Ottawa. C'est l'ambassade du Canada à Paris qui a transmis l'invitation.

## PROJECTION DU FILM «POUR DEMAIN»

Vendredi 24 mars à 20 h 30

88 rue Racine à Montrouge  
Projection organisée par le PCR ml

**POLITIQUE**

**Franchise radicale**

Genessaux déclarait jeudi dans *Le Quotidien de Paris* que si la situation économique s'aggravait, il pensait que les radicaux de gauche et une partie des socialistes devraient accepter d'aller au gouvernement pour former un gouvernement d'union nationale. La veille, il avait aussi déclaré : «Le départ de Fabre de la direction du MRG n'est pas une solution, mais un guépier dans lequel l'ont poussées certaines personnes». On aurait bien aimé que le secrétaire national des radicaux de gauche soit plus clair... C'est d'ailleurs ce qu'il a fait par la suite quand il a déclaré : «Être de gauche n'est pas forcément s'identifier à l'Union de la gauche dont l'utilité est aujourd'hui à réévaluer, d'autant plus qu'aucune échéance électorale ne nous oblige à des alliances. Bien au contraire, poursuit le communiqué, l'élection du parlement européen au suffrage universel doit nous encourager à être encore plus indépendants.» Ces radicaux ont, ces derniers temps pour qualité principale de dire tout haut ce qu'ils avaient sur le bout de la langue depuis toujours.

**Paul Laurent frondeur ?**

Le général Casso, qui se présentait dans la 29<sup>e</sup> circonscription de Paris aux dernières élections législatives contre Paul Laurent (PCF) vient de publier un communiqué dans lequel il affirme : «Il y a eu fraude dans cette circonscription et la justice a été saisie de l'affaire». «Des procédés frauduleux, précise le général Casso, ont pu être constatés au deuxième tour et des résultats suspects avaient déjà retenu l'attention de la commission de contrôle au premier tour».

Cela fait la troisième circonscription dans laquelle il y a, à notre connaissance, plainte contre le dépouillement. Les deux autres étant la première de Montpellier (Frêche, PS, contre Delmas, PR) et la première de Nancy (Tondon, PS, contre JJSS).

**Bonnet menteur ?**

À part les députés qui déclarent ouvertement appartenir à telle ou telle formation de droite, il y en a une douzaine que chacun s'arrache. Ils appartiennent à l'UDF, disent certains, tandis que les autres leur répondent qu'ils appartiennent au RPR ! Chirac d'ailleurs a trouvé dans cette nouvelle polémique une occasion supplémentaire d'envoyer une pique à ses rivaux de droite : «Ne confondons pas les statistiques du Ministère de l'Intérieur et l'information objective» a-t-il déclaré.

Rappelons que Bonnet est membre du RPR.

**Les gaullistes d'opposition veulent redonner une âme à la gauche**

Pour Charbonnel, président de la FRP (gaullistes d'opposition), «l'échec des partis de gauche aux dernières législatives s'explique par bien des raisons. Mais l'une d'entre elles ne doit pas être sous-estimée : il est certain que si des mesures plus accueillantes à ceux qui, comme les gaullistes d'opposition, voulaient gouverner avec elles, avaient été prises, elles auraient pu attirer à travers eux bien des suffrages qui ont reflué vers la majorité sortante. Mais l'heure des bilans ne doit pas être l'heure du désespoir. Il ne convient pas en effet d'abandonner, mais d'approfondir le dialogue entrepris. C'est en tout cas pour les gaullistes d'opposition le seul moyen de démontrer qu'il existe une autre façon d'être à gauche que celle qui vient d'être sanctionnée par le suffrage universel. C'est à cette condition qu'au-delà de la défaite, l'espérance peut demeurer.»

Une autre façon d'être à gauche, disait aussi Rocard dimanche soir. Décidément, il y a beaucoup de monde à gauche qui pourrait se reconnaître dans ce discours depuis le 19 mars dernier.

**Bataille pour le «perchoir» : suite le 30 mars**

C'est le 30 mars que le groupe parlementaire RPR décidera qui il présentera à l'élection du président de l'Assemblée nationale. On sait en effet qu'entre autres groupes politiques, Edgar Faure est membre du comité central du RPR, et Chaban-Delmas aussi.

À l'évidence, Chirac préférerait éviter l'affrontement devant l'ensemble du Parlement réuni.

**Barre apparenté UDF**

Barre, qui est courageux mais pas inconscient, a décidé de ne pas s'inscrire franchement au groupe parlementaire de l'UDF, mais de rester apparenté.

**OU VONT LES «AUTONOMES» ?**

Depuis quelque temps, on voit fleurir des groupes qui se qualifient d'autonomes, affirmant par ce terme qu'ils se veulent indépendants des partis politiques, y compris de ceux qui se réclament de la révolution. Certains d'entre eux se sont signalés à différentes occasions par des actions violentes, notamment lors de la manifestation contre l'extradition de Klaus Croissant, et plus récemment en prenant comme cible un certain nombre de vitrines.

Quels sont exactement les buts de ce mouvement ?

Il importe de faire remarquer que ce mouvement se caractérise avant tout par son hétérogénéité. Il n'est pas réellement structuré, malgré l'existence un peu lâche d'une Assemblée générale parisienne des groupes autonomes. Ceux qui se réclament de ce courant sont parfois d'anciens militants anarchistes ou spontanés, ou même plus récemment des gens ayant milité à l'OCT avant de quitter cette organisation. Ce mouvement se défend de vouloir constituer une organisation, et se déclare

opposé à toute structuration politique (et à tout ce qui est politique en général). Sur cette base, il parvient parfois à recruter des jeunes écœurés de la politique politicienne (étudiants prolétariés, mais aussi jeunes chômeurs ou employés).

Les méthodes qu'ils préconisent vont de l'occupation de logements inoccupés au vol à l'étalage, en passant par les coups de main dans les manifestations. Mais si certains d'entre eux sont partisans d'actions dures, et font référence au groupe de Baader ou aux brigades rouges, l'unité ne règne pas dans leurs rangs sur ce point, d'autres n'étant pas prêts à suivre cette violence minoritaire.

Un tel courant est révélateur de réactions d'impatience face à la crise du capitalisme, aux fausses solutions de la gauche et des trotskystes à leur remorque. Les idées révolutionnaires étant encore très minoritaires dans les masses, la tentation est grande pour certains de rejeter en bloc la politique et de prétendre «prendre sa vie en main» tout de suite. Mais fondamentalement, ce qui caractérise ce mouvement, c'est le mépris des masses, absentes de leurs discours, et de la nécessité du travail politique à mener en leur sein. Il n'est pas douteux d'ailleurs part que l'emploi de certaines de leurs métho-

des d'action soit un terrain propice à l'infiltration par des provocateurs et à leur utilisation par la police comme prétexte pour une répression visant les révolutionnaires. Ceux-ci doivent montrer à ceux qui s'y fourvoient leurs aspirations révolutionnaires, l'impasse dans laquelle ils s'engagent.

François NOLET

**LES LOURDES PEINES POUR LES TROIS SYMPATHISANTS DES NAPAP**

Frédéric Oriach, Michel Lapeyre et Jean-Paul Gérard, qui se proclament sympathisants des NAPAP ont été condamnés chacun à sept ans de prison, dont deux avec sursis.

Dans la nuit du 12 au 13 mai 1977, lors d'un contrôle de police, ils avaient été trouvés porteurs d'armes à feu. Selon les expertises, parmi les armes découvertes sur eux ainsi qu'à leur domicile, se trouvait celle qui a servi à exécuter Tramoni, ainsi que celles utilisées pour l'assassinat de l'attaché militaire espagnol et de l'ambassadeur de Bolivie.

Les accusés ont revendiqué les faits, se déclarant sympathisants des NAPAP et affirmant qu'ils étaient au courant de l'usage qui serait fait de ces armes et qu'ils l'approuvaient. Le procureur, après quelques phrases humanistes sur «une jeunesse déboussolée par le manque d'idéal de la société moderne», a requis une peine très lourde.

Trois ans de prison, dont deux ferme, et trois ans de mise à l'épreuve ont été infligés à Michel Pérez, arrêté le 7 février dernier à la suite d'une manifestation des autonomes. Il avait été trouvé en possession d'un revolver.

**Réunion des Autonomes à Belleville**

Le 22 mars, les autonomes tenaient une réunion dans le quartier de Belleville, dans une maison «squatterisée». Il s'agissait pour eux de protester contre des procès en cours, ceux de Trillat et Harbulot, qui sont passés en jugement le 22, et des trois militants se réclamant des NAPAP et dont le jugement était prévu pour le lendemain.

Dans la salle, 100 à 150 jeunes, étudiants ou chômeurs pour la plupart. Un long exposé sur la situation des détenus, dans un style «démocratique», en appelant à des personnalités humanistes (Vidal-Naquet). Puis des discours enflammés dans le genre : «Il faut mener la lutte armée contre l'État», avec des références au groupe de Baader et aux brigades rouges. Enfin, un débat sur les moyens concrets à prendre : peu d'interventions : les idées manquent. Un excité parle de profiter de la manifestation du COBA pour «mener la lutte armée contre l'État», mais la plupart des participants rejettent son idée.

La réunion se termine en queue de poisson. Beaucoup d'incohérence et de bavardage.

**UDF : DÉJÀ DES PROBLEMES**

De nombreux nuages, peut-être annonciateurs d'orages futurs, se sont accumulés sur les fonds baptismaux du groupe parlementaire de l'UDF.

Pour commencer, le CDS n'était pas uni sur l'opportunité de se fondre dans un groupe parlementaire unique. Les 31 députés officiellement membres du CDS sont en effet suffisamment nombreux pour constituer un groupe parlementaire à eux seuls. Après d'assez vives discussions au sein du CDS, le principe d'un groupe parlementaire unique de l'UDF a tout de même été retenu.

**LA CUISINE CONTINUE**

Qui va présider ce groupe ? Pour satisfaire toutes les susceptibilités, le président de ce groupe serait un giscardien, mais Lecanuet se voit offrir le poste de président du conseil de l'UDF. Reste ensuite à déterminer qui sera ce giscardien. Lecanuet s'est opposé à ce qu'il s'agisse de d'Ornano. La PR aurait



proposé Chinaud, mais Servan-Schreiber serait réticent. C'est laborieux.

Le CDS fait des pieds et des mains pour ne pas se retrouver absorbé par le PR qui a 70 députés. Son isolement grandirait si, comme il en est question, le CNIP était invité à adhérer au groupe UDF. D'autre part, le CDS voit

d'un très mauvais œil la proposition du PR visant à permettre des adhésions individuelles à l'UDF, sans adhésion à l'un des partis qui la composent. Les centristes craignent que ces adhésions aillent rapidement grossir le PR, qui est le parti le plus important de l'UDF. C'est l'unité dans la diversité.

**Demande de contact avec le PCRml**

Nom, Prénom .....  
 Profession .....  
 Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225  
 75924 Paris CEDEX 19

## LES TRAVAILLEURS DE LA GÉNÉRAL MOTORS REFOULÉS PAR UN RESPONSABLE CGT

**A Strasbourg, l'occupation des Etablissements Robin (confiserie) continue. Les travailleuses viennent de manifester en ville en distribuant des tracts de popularisation dans les quartiers très populaires de la Krutenau.**

Malheureusement, on peut légitimement se demander comment la solidarité des travailleurs pourra s'exprimer, si l'emprise de la direction CGT sur les travailleuses de Robin se poursuit. En effet, par deux fois, une délégation de travailleurs et de délégués CFDT de la General Motors a été éconduite.

Après une première visite lundi, où les travailleuses de Robin les avaient chaleureusement accueillis (il n'y avait pas de responsables CGT présents) et où la délégation CFDT General Motors leur avait proposé de participer au gala prévu pour le 31 mars, mardi et mercredi, l'accès de l'usine leur a été interdit sous des prétextes fallacieux.

**LA DIRECTION CGT : «LA GREVE DE LA GENERAL MOTORS, C'ÉTAIT DE LA MERDE»**

Mercredi, la délégation a été accueillie par un personnage qui a d'abord prétendu qu'il n'y avait personne à l'usine. Grande fut la surprise de la délégation

General Motors lorsque dix minutes plus tard, elle vit sortir une dizaine de femmes qui allaient distribuer un tract. Le contact s'établissait facilement avec ces ouvrières mais cela ne plut guère au responsable CGT qui aussitôt attaqua les travailleurs de General Motors en disant que «leur grève c'était de la merde» «qu'on n'occupe pas une usine lorsque l'on est minoritaire» etc... A peine la délégation eut-elle commencé à entamer la discussion avec les travailleurs que celui qui nous avait accueillis à l'entrée, ordonna aux femmes de partir ! L'autorité de ce personnage intrigua. Après plusieurs questions pressantes, il dut reconnaître qu'il

était «un agent extérieur à l'entreprise» : plus précisément, il vient de l'union départementale CGT où il est responsable à l'éducation...

Dans tout cela, les femmes de Robin n'ont pas grand chose à dire pour l'instant : un responsable CGT vient d'en remplacer un autre : ce nouveau chef ne cache même pas son mépris pour les ouvrières de Robin quand dans le dernier tract il affirme : «Il fallait voir ces femmes jeunes ou âgées qui pendant de nombreuses années étaient exactes au rendez-vous avec leur machine, avec leur chaîne» ! Autrement dit, elles étaient heureuses ! Ce que ne dit pas la direction CGT c'est que ces femmes ou filles étaient payées après dix ans d'ancienneté, au tarif du SMIC !

Les travailleurs de General Motors n'ont pas du tout l'intention d'en rester là et continuent à rencontrer les grévistes de Robin. La direction PCF de la CGT veut, bien entendu, isoler les travailleuses de Robin et aussi empêcher

les travailleurs de la General Motors après leur grève d'avoir des contacts avec les autres travailleurs en lutte de la région. L'hystérie contre les travailleurs de la General Motors s'étale d'ailleurs encore cette semaine dans la Vie ouvrière qui tire un sol-disant bilan de leur lutte «pour maintenir l'unité des travailleurs, le syndicat CGT cesse l'occupation, mais des éléments gauchistes entraînent la CFDT à poursuivre et la police fait évacuer l'usine au matin du 7 mars. Le syndicat CGT poursuit l'action sous d'autres formes afin de s'opposer aux diverses mesures d'intimidation, notamment le licenciement de représentants du personnel que la direction voudrait opérer maintenant» ! Après le passage de la lutte à la General Motors, la direction CGT sur la ville voudrait elle aussi briser celle de Robin ? Elle aura du mal !

Corr. Strasbourg

### Saulnier-Duval (Bordeaux)

## OCCUPATION DEPUIS 4 SEMAINES CONTRE 7 LICENCIEMENTS

Les 50 salariés de l'entreprise Saulnier-Duval à Bordeaux sont en grève depuis 4 semaines. Ils occupent leur entreprise jour et nuit pour empêcher la direction de licencier 7 d'entre eux, dont 2 délégués CGT.

Jusqu'à présent, aucune négociation n'a pu s'engager. La direction voulant faire évacuer les locaux, un jugement concernant l'occupation devait être prononcé vendredi.

Saulnier-Duval emploie dans toute la France environ 5 500 personnes. A l'agence de la rue du

Portail, dans le quartier des Capucins, 50 personnes travaillent, soit pour l'EDF, soit pour les collectivités locales ou le génie rural dans le domaine de l'électricité : ils font des lignes aériennes, des changements de tension. La direction pour justifier les licenciements parle de compression du personnel pour raison économique, les ouvriers eux pensent que à terme c'est la liquidation du centre qui est recherchée. La direction repasse en effet toutes les commandes aux autres agences Saulnier-Duval de

la région bordelaise sous prétexte que les salaires sont trop élevés du fait de l'ancienneté du personnel. La majorité des ouvriers, en effet a entre 15 et 32 ans d'ancienneté. Mais comme dit l'un d'eux, «Les salaires sont loin d'être mirobolants». Qu'on en juge : un ouvrier OQ2, au bout de 10 ans d'entreprise arrive à 2 100 francs, un chef d'équipe au sommet de l'échelle au bout de 20 ans gagne 3 100 francs. Dans les autres agences, les travailleurs ont des salaires de 4 à 15 % inférieurs car ils ont l'ancien-

neté et les avantages acquis en moins.

Les ouvriers dénoncent cette course au profit et par leur lutte veulent mettre en échec le calcul de la direction.

Leur lutte est bien connue dans le quartier. Ils reçoivent un soutien financier de toute la population, des employés de tous les centres Saulnier-Duval en France, d'entreprises qui appartiennent comme eux au groupe Pont-à-Mousson en particulier Every-tubes et d'entreprises de construction.

### Phydor (Paris 19<sup>e</sup>)

## 185 TRAVAILLEURS REPRIS... SUR 430 !

Il y a deux mois, les travailleurs et travailleuses de l'entreprise de biscuiterie Phydor, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, rentraient en lutte avec occupation pour s'opposer à la fermeture des locaux. L'usine était condamnée à être rasée de ce quartier qui parle sans plus de l'immobilier entendent transformer en quartier résidentiel.

Depuis mercredi, un accord est intervenu entre le syndicat CGT et la société Vitrac qui a accepté de

racheter l'entreprise.

Mais on est loin du compte ! Sur les 430 travailleurs que comptait l'entreprise avant le dépôt de bilan, Vitrac n'accepte d'entreprendre que 185 plus 50 qui seront convoqués d'ici la fin de l'année ! L'Humanité de jeudi, qui parle sans plus de commentaire de «reprise» explique que les responsables du syndicat CGT «se sont battus pour que soient repris ceux qui ont mené la lutte et ceux que la perte de cet emploi

plaçait dans des situations dramatiques». Drôle de choix : doit-on supposer que les quelques 200 travailleurs restant se moquent d'être chômeurs et vont retrouver du travail dans le quartier où les usines ferment les unes après les autres ?

Certes, de nombreuses revendications ont été obtenues dit la direction du syndicat CGT : le 13<sup>e</sup> mois payé en deux fois, la cinquième semaine de congés payés, une prime de nettoyage des blouses

de 60 francs, la possibilité pour les chefs de famille de s'absenter durant neuf jours pour soigner des enfants malades, une prime de 40 F par enfant à Noël, une augmentation des salaires de fait de 200 F en moyenne pour les salaires les plus bas de l'entreprise. Enfin, le syndicat CGT obtient un local dans l'entreprise, chose qu'avait toujours refusé l'ancienne direction de l'usine. Mais seule la pitié des ouvriers profite de ces revendications !

## ILS LUTTENT

● Les travailleurs de la société de ferronnerie «Soferac» à La Rochelle sont actuellement en grève illimitée avec occupation pour s'opposer à la fermeture de l'entreprise spécialisée dans la construction de mâts pour bateaux de plaisance.

● Les ouvriers de deux chantiers de construction de Paris sont en grève, rue Amelot et rue Grenier Saint-Lazare. Ils exigent une augmentation des salaires, ainsi que l'amélioration de leurs conditions de travail.

● Les ouvriers de l'imprimerie Jugaut à Lorient occupent leurs locaux de travail, suite au dépôt de bilan qui entraînerait 15 licenciements.

● Les travailleurs de l'entreprise Bertraud à Nevers dans la Nièvre, sont en grève pour une augmentation de salaire.

● La grève continue aux chantiers de réparation navale (trois entreprises) de Dunkerque ; les travailleurs de plusieurs entreprises de la ville ont débrayé jeudi pour soutenir les grévistes.

Continuation de la grève également aux chantiers nucléaires de Dampierre-en-Burly et de Braud en Gironde, pour les salaires et les conditions de travail, ainsi qu'à la rue Viala à Paris, où les employés ont arrêté le travail depuis 55 jours.

● Les travailleurs de l'entreprise Crane (société franco-américaine spécialisée dans la robinetterie industrielle) à Saint-Germain Laval près de Roanne dans la Loire, poursuivent également leur mouvement. Les travailleurs exigent la réintégration d'un délégué du personnel licencié par la direction, ainsi que le respect en général des libertés syndicales à l'entreprise.

● Les travailleurs hospitaliers de Blois, de Pithiviers, de Toulouse, ainsi que ceux d'Orléans continuent leur mouvement. A Orléans, les grévistes manifestaient dans les rues de la ville jeudi. A Orléans, les grévistes manifestaient dans les rues de la ville jeudi.

● Des mouvements de grève sont prévus pour les fêtes de Pâques : le personnel des autoroutes du sud de la France, employés au péage et à l'entretien, feront grève du vendredi 24 à 5 heures du matin au samedi 25 à la même heure, pour le rattrapage de leurs salaires, une nouvelle grille de classification, le troisième mois calculé sur le salaire réel et de nouvelles créations de postes.

● Les travailleurs de Codol dans le Jura continuent leur mouvement pour les 2 400 F et les conditions de travail, ainsi que ceux de chez Bodin à Strasbourg, pour les salaires.



Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

U.O.P.D.P. 3 rue Jean Robert Paris 18<sup>e</sup>. Tél : 607.23.75.

● La politique  
d'austérité continue

● L'Union de la gauche  
s'est disloquée

## UNE SEULE VOIE : UNISSONS-NOUS POUR LA LUTTE !



Les jeux sont faits. Une sorte de silence a succédé au tapage et à l'effervescence artificiellement entretenus par les partis bourgeois, depuis des semaines, et des mois. Rien n'a changé.

Amère déception pour ceux qui avaient cru qu'un succès électoral de la gauche pourrait quand même contribuer à changer quelque chose.

Rien n'a changé, la droite n'en revient pas de l'avoir échappé belle et n'ose crier trop fort victoire : Giscard se prépare à poursuivre la même politique d'austérité. (On parle beaucoup d'un nouveau gouvernement Barre, tout un programme !) et il avance prudemment à petits pas pour tenter de constituer à terme, avec des hommes de gauche style Robert Fabre et des sociaux démocrates, une majorité libérale avancée, qui lui permettrait de se passer de son encombrant allié RPR, d'ici 1981.

Mais nombre de travailleurs ont commencé, à tirer le bilan de ces élections :

A qui imputer l'échec électoral de la gauche sinon aux partis de gauche eux-mêmes ? Depuis des mois, leurs divisions avaient très clairement montré que le PS et le PCF avaient des projets tout à fait opposés, que leur union de façade, conclue en 1972, ne donnait donc aucune garantie sur ce qu'ils feraient une fois au gouvernement. L'accord, bâclé en dix minutes, au lendemain du premier tour, leur a porté le coup de grâce : pensaient-ils faire avaler ce texte inconsistant, muet sur leurs divergences ? N'était-ce pas prendre ouvertement les travailleurs pour une masse amorphe d'électeurs manipulables au gré de leurs calculs ?

Suite page 2

### Communiqué de l'UOPDP

Des millions de travailleurs de notre pays auront été vivement déçus à l'issue de ces élections de mars 1978 ; une fois encore, la droite s'est assurée tous les pouvoirs ; et avec elle, c'est la vie de chômage et de misère pour le plus grand nombre.

Des millions de travailleurs qui veulent que «ça change», sont aujourd'hui écœurés et découragés car une fois encore, les perspectives offertes par les dirigeants de l'Union de la gauche ont fait faillite.

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne dit à tous ces travailleurs, à tous ceux qui l'ont soutenue dans cette bataille, à tous ceux qui ont entendu avec intérêt ses propositions et ses perspectives, qu'il faut surmonter ce découragement.

Ce n'est pas par les élections que l'on peut transformer les choses et en finir avec cette société capitaliste. Il existe une autre voie, celle de la lutte de classe, celle des luttes pour

imposer le succès des revendications politiques, économiques et sociales des travailleurs des villes et des campagnes.

L'UOPDP a démontré qu'il existe un courant politique qui s'oppose à la fois aux partis traditionnels de droite et de gauche. Elle a contribué à un premier rassemblement de forces contre tous les politiciens de la bourgeoisie.

L'UOPDP va poursuivre la lutte en s'efforçant d'y associer le plus grand nombre de travailleurs sans parti et de militants qui posent des revendications spécifiques de la classe ouvrière, de la petite paysannerie et des masses populaires.

Elle soutient et soutiendra toutes les luttes engagées dans les entreprises comme dans les campagnes, de même que les actions fondées des mouvements écologistes ou des mouvements de femmes contre les conséquences criminelles et néfastes du système capitaliste.

### Faites-nous connaître vos initiatives

Les élections passées, les comités UOPDP poursuivent et développent leur activité. L'heure est au bilan de l'action engagée depuis plusieurs semaines, pour tracer dès maintenant les perspectives concrètes de lutte.

Organisant un large débat avec les travailleurs, les comités UOPDP sont invités à nous en faire part dans de multiples correspondances que nous publions dans le numéro hebdomadaire du journal de l'UOPDP.

### A nos lecteurs

Le Quotidien du Peuple et l'Humanité Rouge publient simultanément, chaque semaine, ces pages prises en mains, par l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne.

● La politique d'austérité continue

● L'Union de la gauche s'est disloquée

# UNE SEULE VOIE : UNISSONS-NOUS POUR LA LUTTE !

Suite de la page 1

D'une certaine façon, la situation s'est clarifiée. Renouant après les échecs de 1973 et de 1974, l'échec de 1978 a profondément remis en cause l'existence même d'une alternative politique de gauche : l'Union de la gauche et son Programme dit commun. Robert Fabre a, aussitôt les résultats connus, pris congé et résilié le contrat. Rocard a laissé entendre que les socialistes s'étaient fourvoyés avec le Programme commun et qu'il fallait autre chose. Et Mitterrand, après avoir reporté sur le PCF toute la responsabilité de l'échec a répondu sans hésiter à l'invitation de

Giscard. Le PCF garde un silence embarrassé ! Alors, attendre, encore attendre les présidentielles de 1981 et les législatives de 1983 ? Avec une coalition à ce point désarticulée ? Quelle perspective !

Et puis, plus profondément ce sont les illusions sur la crédibilité même d'une issue électorale qui se trouvent ainsi ébranlées en profondeur.

Apparemment rien n'a changé, en haut : ce sont les mêmes hommes, le même pouvoir réactionnaire qui compte continuer à faire payer la crise aux travailleurs. Et se prévalant de sa victoire électorale, même acquise de justesse, il entend plus que

jamais imposer sa loi, mieux coaliser et ressouder ses forces.

Mais en bas, beaucoup de choses peuvent changer : ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité d'affronter directement la bourgeoisie, pour arracher la satisfaction des revendications les plus immédiates, bloquées depuis de longs mois. Ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité de déclencher des luttes importantes, de les épauler mutuellement, de les populariser, de les coordonner.

Ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité d'unir, de transformer en une force les courants qui dans différents domaines, remettent en cause la logique même de cette société : parmi les écologistes, les groupes femmes, les associations de défense du cadre de vie.

Ce qui doit se faire jour, c'est la nécessité pour les travailleurs, de déterminer eux-mêmes leurs objectifs et leurs méthodes de lutte, indépendamment des partis de gauche et des orientations qu'ils tentent d'imposer dans les syndicats.

L'action menée par l'UOPDP s'est inscrite, dès avant les élections, dans cette perspective et a jeté de premières bases pour que se dégage une force révolutionnaire conséquente dans le pays. Combien de travailleurs qui gardaient encore quelque espoir dans un gouvernement de gauche, vont maintenant clarifier leurs positions et ressentir l'exigence de s'engager sans am-

bigüité sur le terrain de la lutte de classe ? Combien même, de militants de base du PCF ou de sympathisants vont être amenés à se détacher du parti de Marchais et à rechercher une perspective de lutte claire et offensive contre la bourgeoisie en place ? Combien de militants qui ont pu croire à la phrase révolutionnaire, ou au populisme débridé de groupes trotskystes, ont été polarisés sur la nécessité d'un gouvernement de gauche « pour battre la droite », voient maintenant crever la baudruche du Programme commun des « partis ouvriers », et seront amenés à réviser complètement ce qu'on avait voulu leur inculquer, à se tourner vers une action révolutionnaire authentique ?

L'heure est au bilan de l'action que nous avons engagée, au bilan des acquis pour tracer très rapidement et dès maintenant les perspectives concrètes de lutte.

Le potentiel des forces rassemblées et clairement délimitées, des contacts et des liens tissés avec de nombreux syndicalistes, de nombreuses organisations de masse doit déboucher sur l'action à présent qu'est levé le verrouillage, que l'issue des élections est nette.

Les comités locaux de l'Union peuvent pleinement développer leur initiative : pour tirer largement avec les travailleurs le bilan politique des élections, pour définir avec eux les revendications précises, pour proposer la coordination de secteurs de lutte.

## VAUCLUSE : PREMIERS ÉLÉMENTS DE BILAN

Nous avons pour but de réunir des gens dans les villages et villes où nous étions un peu connus, exposer notre analyse et nous faire mieux connaître.

Les réunions les plus intéressantes se sont tenues à Entrechoux, Faucon, Sérignan et Vaison. Nous nous sommes efforcés de laisser la plus grande place possible au débat.

Dans la plupart des cas les travailleurs présents ont marqué leur accord avec nous sur l'analyse de la situation et les buts à atteindre. C'est sur les moyens à mettre en œuvre, que nous devons le plus faire effort pour convaincre.

Dans de nombreux cas des travailleurs, souvent des travailleurs de la terre, immigrés Espagnols et Marocains ont pris la parole pour dénoncer l'exploitation qu'ils subissent. Avec des exemples concrets, ils ont démontré que la seule solution était la lutte révolutionnaire.

Il a fallu également expliquer le sens de notre candidature, pourquoi, tout en dévoyant les illusions électoralistes, nous nous présentions à ces élections.

Les questions portaient souvent sur l'avenir :

— A qui appartiendrait les terres ?

— Le petit paysan garderait-il sa propriété ?

— Que deviendra l'artisan (maçon, menuisier, gara-

giste etc), qui emploie aujourd'hui du personnel ?

— Comment fonctionneront les coopératives ?

A Jouquières était organisée le 28 février une soirée réunissant tous les candidats. Un camarade y a pris la parole et a été applaudi par une partie du public.

A la fin de la réunion, nous avons discuté avec des militants de base du PCF. Nous devons dire que c'était très positif. Certains disaient « si ça marche pas avec l'Union de la gauche, on viendra avec vous ».

L'action menée a été positive dans l'ensemble. Un bilan plus approfondi reste à faire pour en tirer toutes les leçons.

## Motion de soutien aux travailleurs mauriciens menacés d'expulsion faite par l'UOPDP Paris Centre

Jeudi 2 février, la police bourgeoise faisait une descente dans un atelier de confection de notre quartier, rue Tiquetonne, dans le 2<sup>e</sup> arrondissement. Les flics embarquèrent alors 6 travailleurs immigrés, 2 Mauriciens, 2 Turcs et 2 Pakistanais.

Les 4 travailleurs turcs et pakistanais n'ont pas reparu depuis et ils ont sans doute été expulsés. Quant aux 2 travailleurs mauriciens, ils devaient se présenter à la Préfecture de Police le 7 février avec un billet d'avion : il s'agit là d'une expulsion déguisée. Ces 2 Mauriciens font partie des 538 Mauriciens dont le dossier de régularisation est en instance, bloqué au ministère depuis trois ans et cela, malgré un accord intervenu et la pro-

messe du ministère de régulariser la situation pour le 31 décembre dernier.

Ces expulsions et menaces d'expulsion ne sont pas des cas isolés. Avec la crise capitaliste qui s'aggrave, la bourgeoisie française veut se débarrasser des travailleurs immigrés. C'est là le sens des mesures racistes de Stoléro, les attaques, calomnies, expulsions et procès intentés aux travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en lutte depuis quatre ans. C'est là aussi le sens de l'intensification du quadrillage policier dans les quartiers populaires, notamment les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> arrondissements et la multiplication des crimes et attentats racistes contre nos frères immigrés, attentats qui restent impunis !

Le Comité Local Paris Centre de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Proletarienne appelle tous les travailleurs français et immigrés de notre quartier à soutenir la lutte de nos frères immigrés et contre les mesures Stoléro, les tracasseries policières et la menace d'expulsion.

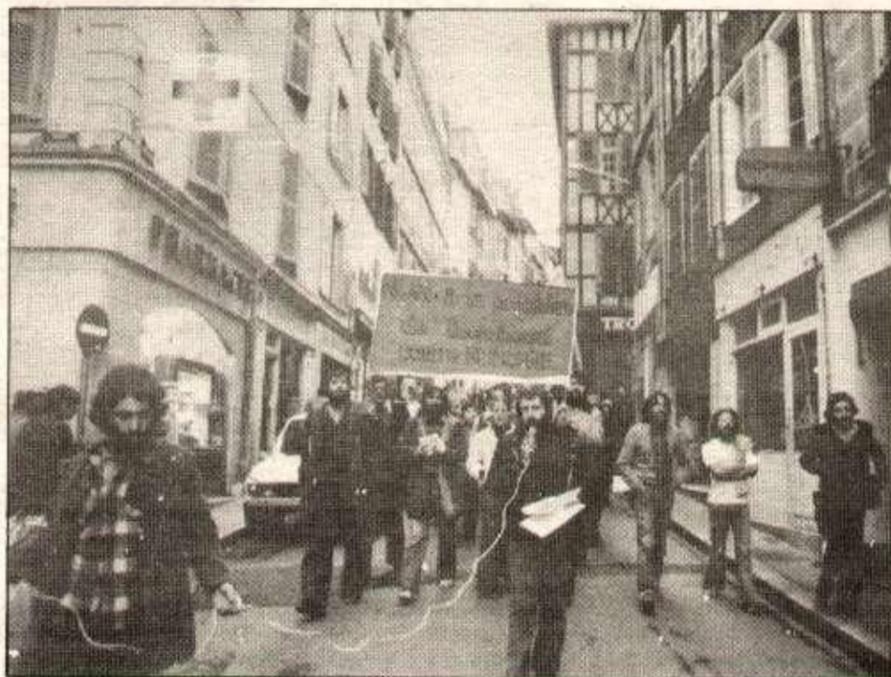
— Non aux expulsions ! A bas les mesures racistes de Stoléro !

— Vive la lutte des foyers Sonacotra ! Sonacotra cédera !

— Vive la lutte des travailleurs mauriciens ! Vive le mouvement des travailleurs mauriciens.

Le Comité Local  
(Paris Centre)  
de l'UOPDP

## Licenciement de notre camarade Maribel Ocana, candidate de l'UOPDP à Bayonne



Suite à la circulaire légale (profession de foi) envoyée aux électeurs, une procédure de licenciement « pour faute lourde » a été immédiatement engagée à l'encontre de Maribel Ocana, monitrice éducatrice à l'Enfant-roi d'Hendaye.

Le patron, qui accuse Maribel de « dénigrement public de la direction », l'a expulsée sur le champ, la menaçant même de faire intervenir la force publique.

L'UOPDP maintient les termes de la profession de foi dénonçant les conditions de travail scandaleuses et les conditions de vie des enfants.

L'UOPDP considère qu'il s'agit d'une atteinte manifeste aux libertés d'expression, aux libertés politiques.

Le fond du problème se situe à ce niveau, pour un patron qui, aux municipales de 1972, s'est présenté sur une liste de droite. L'UOPDP quant à elle, mène une campagne qui vise à dénoncer l'exploitation, et appelle à détruire le système capitaliste. C'est le combat de notre organisation et donc celui de nos candidats.

La réponse de la bourgeoisie est claire : violence, répression, le patron de l'Enfant-roi en fait la preuve et Maribel en est la victime.

L'UOPDP appelle tous les démocrates à manifester publiquement mardi 14 mars à 18 h 30 pour annuler ce licenciement et exiger la liberté d'expression qui est bafouée une fois de plus.

Le comité UOPDP de BAYONNE le 10 mars 1978

## Zimbabwe

## LES RACISTES METTENT EN PLACE LEUR SOLUTION

● Ian Smith a commencé de mettre en place le règlement intérimaire tel qu'il est défini dans l'accord signé le 3 mars dernier avec certains chefs africains, mais en l'absence du Front Patriotique qui poursuit la lutte de libération. Le comité intérimaire qui doit prendre en mains le gouvernement jusqu'au 31 décembre, date prévue pour les élections, est formé.

Il comprend outre Ian Smith lui-même Muzorewa, Sithole et le chef traditionnel Chirau. Les élections du 31 décembre devrait désigner une nouvelle assemblée au sein de laquelle 28 sièges seront réservés aux candidats des racistes pendant dix ans. L'accord du 3 mars est une ultime manœuvre du régime raciste pour empêcher l'indépendance du Zimbabwe. Il signifie dans l'immédiat la poursuite de la guerre contre le Front patriotique.

## LE NOUVEL ETAT MAJOR RACISTE

Avant de constituer le gouvernement intérimaire, Ian Smith a modifié la composition de l'Etat major anti-guérilla. Alors qu'auparavant il était directement pris en mains par le gouvernement, il dépendra uniquement de l'armée qui est aux mains des blancs. Le nouveau commandement ne comprend aucun ministre. Il est composé du commandant des opérations, les chefs de l'armée de terre et de l'aviation, le chef de la police, le directeur de la guerre psychologique et le secrétaire des affaires intérieures. Ce dernier est le seul civil du groupe. Parce que le ministère des affaires intérieures contrôle les ad-

jointés de districts et les employés des organismes paramilitaires qui sont considérés comme faisant partie de l'armée. Par ce moyen les racistes s'assurent du contrôle exclusif de la conduite de la guerre. En même temps ils évitent aux Africains membres du gouvernement d'être directement impliqués dans la guerre.

La nouvelle organisation du commandement militaire transforme en véritable farce la mise en place du gouvernement intérimaire. Celui-ci servira de paravent à la poursuite et au renforcement de la guerre contre le peuple de Zimbabwe.

## LES PRUDENCES ANGLO AMERICAINES

La mise en place du gouvernement intérimaire a suscité des réactions prudentes mais inquiétantes des anglo américains. Le ministère des affaires étrangères britannique a notamment annoncé que s'il considérait le nouveau conseil comme «illégal et inadéquat» il était prêt cependant «à traiter le cas échéant» avec lui, c'est-à-dire de lui reconnaître une légitimité!

De son côté Andrew Young, le représentant américain à l'ONU effectue une visite dans les pays de

la ligne de front. Il se trouvait jeudi à Lusaka, Zambie, après avoir rencontré à Dar Es Salam le président tanzanien. Il a déclaré qu'il pensait que les Etats Unis ne reconnaîtraient pas le nouveau gouvernement ni ne lui apporterait d'aide financière ou militaire. Il a toutefois affirmé qu'il ne pouvait garantir que telle serait la position définitive de son pays. Les Etats Unis rejoindraient-ils la position anglaise et dans ce cas la position de Young ne serait-elle qu'une position d'attente avant la réunion des pays de la ligne de front qui doit se tenir le week end prochain?

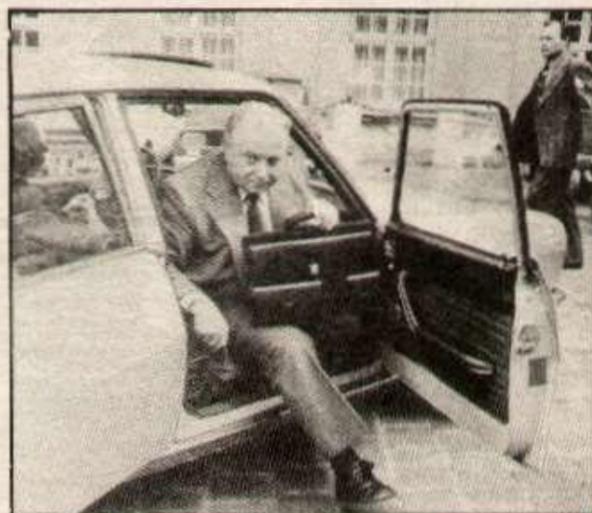
Dans les propos qu'il a tenu à Dar Es Salam, Andrew Young a eu des phrases étonnantes à propos de l'éventualité d'une intervention cubaine: «Je suis toujours préoccupé par les violences inutiles. Si la présence cubaine contribuait à les éviter ce serait une bonne chose». Il y a quelques temps il parlait du rôle stabilisateur des forces cubaines en Angola. Ni en Angola, ni en Ethiopie les Cubains n'ont évité les «violences inutiles» par contre ils ont joué un grand rôle pour entraver le mouvement pour l'indépendance. Est-ce cela le rôle positif que reconnaît Young aux mercenaires cubains, est-ce que cela signifie que les USA considèrent que l'Afrique Australe pourrait être partagée entre eux et les Soviétiques par l'action des Cubains?

## Maire, Ségué à l'Élysée

## QUE VEULENT LES DIRECTIONS SYNDICALES ?

Cette semaine encore, la VO, hebdomadaire de la CGT, a été imprimée avant le résultat du 2<sup>e</sup> tour; A la une: «Plus que jamais la CGT», et à l'intérieur, l'interview de deux responsables confédéraux, Jean-Claude Laroze et Michel Warcholak, sur le même sujet, avec une série de recettes pour susciter les adhésions. Car il est remarquable que cette nouvelle campagne d'adhésions soit présentée à peu près hors de tout contexte politique et social. Une feuille volante a été rajoutée, une fois connus les résultats. Comme seule perspective, la négociation, sur laquelle on ne s'étend pas, et la «persévérance». «Personne n'est plus pressé que la classe ouvrière et personne n'est plus persévérant: il faut ça pour les grandes mutations», déclare Krasucki. D'appel à la lutte, on ne trouve pas trace. Visiblement, la direction de la CGT n'a pas grand chose à proposer aux travailleurs, pour sortir de l'impasse où des années d'attente de la gauche au pouvoir, ont fourvoyé les luttes.

Du côté de la CFDT, c'est aussi l'aveu d'une impasse. Mercredi, E. Mai-



re déclarait en substance: «On ne peut pas gagner sans le PCF, mais comment gagner avec eux?» Bien sûr, la direction a pris soin de mettre l'accent sur le fait qu'on ne pouvait tout miser sur une victoire de la gauche. Mais dans les faits, toutes les propositions confédérales allaient bien dans ce sens. Et aujourd'hui, la visite d'E. Maire à Giscard laisse plus d'un militant cédétiste interloqué. Qu'est-ce donc qui se prépare, avec toutes ces visites à l'Élysée, dont

la liste s'allonge d'heure en heure, c'est bien ce que se demandent plutôt inquiets, de nombreux syndiqués.

Dans cette situation qui fait surgir de multiples interrogations parmi les travailleurs, à la fois sur le jeu qu'on leur a fait jouer et sur l'absence de perspectives de la part des confédérations, ne comptons que sur nos luttes, mettons en œuvre tous les moyens pour qu'elles débouchent enfin!

## Bergeron chez Giscard

## «Le président veut bien faire»

Bergeron, suite à sa rencontre avec Giscard, a fait plusieurs déclarations à France Inter où il était invité.

Il a bien sûr rappelé son attachement à la politique contractuelle dont on connaît les résultats: «Notre préoccupation est de réanimer les conventions collectives car la politique conventionnelle à laquelle nous sommes particulièrement attachés est un élément de la démocratie. Il faut que les gens se rencontrent, qu'ils puissent s'engueuler. Ça fait partie de la démocratie au sens large du terme.»

Avec quels résultats? Bergeron a déclaré à ce propos: «Le président veut bien faire. Bien sûr, la solution (des problèmes) n'est pas facile... J'ai toujours dit depuis longtemps que les remèdes à la crise ne pouvaient se résoudre qu'au plan international.»

Un langage qu'on a déjà entendu dans la bouche du gouvernement depuis quelques temps et qui permet d'éviter la satisfaction des revendications. Mais Bergeron, lui, n'en est pas moins satisfait des accords que son organisation a



conclus en 77: «Les accords que nous avons signés parfois dans des secteurs importants prévoient une augmentation du pouvoir d'achat de 2%, il ne faut pas l'oublier! Il y a une légende qui prétend que nous n'avons rien obtenu.»

Et Bergeron, comme on pouvait s'y attendre, a l'intention de continuer dans cette voie des négociations tous azimuts et de

signatures d'accords au rabais. La participation de son organisation, ne serait-ce qu'à des journées d'action bien inoffensives, avec la CGT et la CFDT? La lutte? Surtout pas, car ce serait détruire les accords que FO a contribué à établir depuis plusieurs années: «Ne nous précipitons pas» concluait Bergeron, ce qui, dans sa bouche, prend tout son sens!

## Italie

● NOUVELLES MESURES RÉPRESSIVES  
● MORO INTROUVABLE

Malgré la multiplication des barrages et des fouilles le chef de la démocratie chrétienne reste introuvable. Les rumeurs les plus contradictoires circulent sur les ravisseurs. Leurs voitures ont été retrouvées les unes après les autres dans le quartier même où eut lieu l'enlèvement, réputé comme le mieux surveillé d'Italie! Le ministère de la police fait le silence sur l'enquête sauf sur un point: une femme a été arrêtée accusée d'être un des membres du commando.

L'enlèvement de Moro a cependant servi de prétexte pour que soient levées toutes les réticences pour

un projet de loi qui traîne depuis des mois sur le bureau de l'Assemblée. Les députés du PCI ont voté des deux mains avec leurs compères démocrates chrétiens autorisant les policiers à garder à vue quiconque pendant 24 heures pour identification, à opérer des arrestations provisoires à arrêter tout suspect et à perquisitionner son domicile sans mandat. Les juges d'instruction pourront interroger un détenu sans la présence de l'avocat, transmettre à la police des pièces des dossiers soumises au secret de l'instruction. Enfin les écoutes téléphoniques seront quasi

illimitées.

Autre aspect inquiétant, les «spécialistes anglais et allemands» sont venus prêter main forte aux policiers italiens. Cette coopération des polices spéciales, pour une affaire strictement intérieure à un pays constitue un précédent dangereux: c'est la voie ouverte à l'espace policier européen qui permettrait aux polices européennes d'opérer sur tous les territoires et de venir prêter main forte à leurs collègues dans les situations difficiles, un puissant mouvement de masse par exemple, ou une importante agitation politique.

## Liban Sud :

# LES FEDAYINS COMBATTENT SUR LES ARRIERES DES TROUPES SIONISTES

Le cessez-le-feu de Bégin, à l'heure de sa rencontre avec Carter, n'est pas suivi par les résistants palestiniens et les patriotes libanais. Dans la région de l'Arkoub, à l'Est le plus difficile d'accès à des forces régulières, et où les fedayins ont aménagé de nombreux points d'appui, notamment dans les grottes, à flanc de montagne, des combats très durs se poursuivent.

La Résistance Palestinienne et les forces patriotiques libanaises ont développé leurs actions sur les arrières des troupes sionistes. C'est l'aspect le plus important dans les batailles qui se déroulent depuis quarante-huit heures. L'envoyé de la BBC

dans les zones occupées par les sionistes l'a reconnu en déclarant que des unités de fedayins se trouvent encore dans ces régions et attaquent les troupes d'occupation.

La brigade des étudiants du FATH, notamment mène ce genre d'opérations. Il semble que la brigade soit restée presque entièrement dans ces zones, où elle mène des opérations très dures contre les sionistes, leur causant des pertes importantes. Rappelons que cette brigade avait mené au début de mars, donc bien avant l'occupation actuelle, la bataille de Maroun-el-Ras, contre les sionistes et les fascistes libanais.

### PALESTINE OCCUPEE

Les sionistes viennent de traduire en justice, à Ramallah et à Jérusalem près de 70 élèves qui ont manifesté ces derniers jours contre l'occupation au Sud-Liban, et pour le soutien de l'OLP. Le tribunal sioniste a prononcé le verdict suivant : les Palestiniens ont le «choix» entre payés 8 000 livres israéliennes d'amende, et faire de la prison ferme pendant 6 mois.

Par ailleurs une pétition a été signée par la plupart des maires, des personnalités politiques, des organisations patriotiques de Cisjordanie et envoyée à la Ligue arabe et aux chefs d'Etat arabes. La pétition demande l'intervention des Etats arabes aux côtés de la Résistance Palestinienne et du Mouvement national libanais pour repousser l'agression sioniste. Elle affirme son soutien total à l'OLP.

## Fin de la rencontre Begin-Carter

### DES POINTS DE VUE DIVERGENTS POUR UN MÊME COMBAT ANTI-ARABE

Tandis que les premières unités de «casques bleus» de l'ONU ont commencé à prendre position au Sud-Liban, les combats continuent : les fedayins palestiniens et les patriotes libanais poursuivent leurs attaques sur les arrières de l'occupant sioniste. Pendant ce temps à Washington, les entretiens Begin-Carter se sont achevés sur un constat de divergences. Ces divergences trouvent leur source dans les différences d'appréciation qui peuvent exister entre l'Etat sioniste mu par ses propres intérêts expansionnistes et la superpuissance américaine qui, pour la seule défense de ses inté-

rêts impérialistes au Proche-Orient, entend s'appuyer largement sur Israël, sans pour autant négliger ses liens avec les pays arabes.

Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui, par exemple, l'administration Carter subordonne certaines livraisons d'armes à Israël, à la livraison d'armes simultanée à l'Arabie saoudite, notamment de chasseurs F 15. L'impérialisme américain souhaite fortement la liquidation de la Résistance palestinienne, et il œuvre sans relâche dans ce sens, mais pour avoir des chances, estime-t-il, d'imposer des concessions majeures aux régimes arabes, notamment pour qu'ils signent la paix avec l'Etat sioniste, il ne peut s'aligner totalement sur les positions d'un Begin. Celui-ci, à travers son plan d'«autonomie interne» pour la Cisjordanie et Gaza, rejette a priori toute idée d'un retrait des forces sionistes de ces deux territoires palestiniens occupés en 67, une position que même Sadate ne peut accepter.

«Nous ne demandons pas un engagement ferme dès maintenant, mais un accord de principe pour un retrait dans le cadre d'un règlement d'ensemble, accord qui serait inclus dans la déclaration dont la négociation avait commencé entre l'Egypte et Israël». Ces propos d'un responsable du département d'Etat à Washington, à propos de la Cisjordanie et de Gaza, illustrent le différend existant entre l'impérialisme américain et son «protégé», en même temps que les limites de ce qu'il attend de lui. Ils indiquent aussi la position inconfortable dans laquelle les Américains se trouvent placés, pour poursuivre la manœuvre amorcée par la rencontre Begin-Sadate.

## Le cynisme des terroristes de Tel-Aviv

Dans une déclaration qu'il a faite à un groupe de journalistes sur le sol du Sud-Liban et que rapporte *Le Monde*, le chef d'état-major israélien, le général Gour, avec du cynisme plein la bouche, a expliqué comment il voit l'arrivée des «casques bleus» :

«Nous espérons que les troupes de l'ONU arriveront le plus vite possible ; c'est la question-clé (...) Pour éviter de nouveaux troubles, nous espérons une étroite collaboration avec les «casques bleus».

— Combien de temps allez-vous rester au Liban ?  
— Cela dépendra de la coopération de l'ONU. S'ils vont vite, cela ira très vite (...) Pour notre part, nous coordonnerons exactement nos efforts avec ceux du général Silasvuo\* et à la minute près».

A la question concernant l'ampleur des attaques sionistes, Gour répond : «(...) On a voulu créer une meilleure infrastructure sur le terrain pour faciliter le déploiement des forces de l'ONU au Sud du Litani.» Et à la question : «N'avez-vous pas cherché à vider la région de sa population ?», la réponse est : «Nous n'avons jamais eu l'intention de vider le pays de sa population. Mais cela a été effectivement l'effet produit.»

\*responsable de la force d'intervention de l'ONU

## Beyrouth : arrivée des «casques bleus» français



Le premier contingent de «casques bleus» français est arrivé jeudi 23 mars 1978 dans la capitale libanaise pour prendre position sur les rives du Litani. Les hommes du 3<sup>e</sup> R.P.I.M.A. de Carcassonne quittent, en chantant leur hymne traditionnel, l'aéroport de Beyrouth. Outre les paras venant de Carcassonne et de Toulouse, la force française comprend des automitrailleuses et des hélicoptères.

## Plaidoyer pour le boycott de la coupe du monde de football en Argentine (2)

Le massacre de Villa Devoto

L'annonce le 15 mars dernier de la mort d'une soixantaine de prisonniers politiques à la prison de Villa Devoto laisse planer les plus vives inquiétudes sur la vie de milliers d'autres prisonniers politiques non reconnus officiellement.

La junte a déclaré qu'une mutinerie avait éclaté le 14 mars à la prison de Villa Devoto à Buenos Aires, que les prisonniers avaient mis le feu à la literie après avoir pris en otage un gardien et que la plupart étaient morts asphyxiés par l'incendie. D'après elle, «il n'y a pas eu de blessures par balles».

Que s'est-il passé en réalité ? Les riverains de la prison affirment avoir entendu pendant plus d'une heure des rafales d'armes automatiques... Autre fait troublant : le gouvernement argentin n'a pas permis la moindre enquête, la moindre reconnaissance des corps : ils ont été immédiatement incinérés. Par ailleurs, on imagine mal le déclenchement d'une mutinerie (à moins qu'elle ne soit provoquée) dans une prison de taille réduite (715 personnes officiellement), étroitement contrôlée, surtout à un moment où, dans le cadre de la préparation du «Mundial» de football, la répression s'est intensifiée sur tout le territoire.

### UN PLAN POUR LIQUIDER LES PRISONNIERS

Il pourrait bien s'agir du prélude à une vaste opération de liquidation physique des prisonniers politiques avant le Mundial. Un rapport des services de renseignements américains publié dernièrement dans la presse brésilienne révèle : «Il est probable qu'au cours des prochains mois, on assiste à une augmentation des mutineries dans les prisons, aboutissant à des conflits particulièrement dangereux. Le gouvernement argentin a élaboré des plans pour faire face à des cas de ce genre».

Ces plans prévoient la possibilité d'exécution massives à l'occasion de mutineries et après maîtrise de la situation.»

Ainsi, il pourrait s'agir d'un plan de massacre systématique, rééditant sur une vaste échelle les mascarades précédentes, qui présentaient les assassinats comme des affrontements entre «les guerrilleros et les forces de l'ordre», lesquelles d'ailleurs dans ces curieuses «opérations» n'avaient jamais le moindre tué !

D'autres faits rendent trop probables ces agissements de la junte fasciste. Le général Harguindeguy ne reconnaît officiellement que 3 172 détenus parce que c'est à peu près la capacité d'accueil des prisons argentines. Or l'existence de camps de torture non officiels, directement gérés par l'armée est maintenant connue largement : Campo de Mayo, l'Ecole de mécanique de l'Armée de l'Air qui se trouve à quelques centaines de mètres à peine du stade où se jouera la Coupe du Monde, Mawson, etc.. La junte déplace de centre en centre les prisonniers politiques en les éloignant au maximum de leur milieu d'origine, de façon à rendre tout contrôle impossible.

### ALLER VOIR QUOI ?

La junte prétend qu'elle laissera voir aux journalistes et aux touristes «l'Argentine profonde». Elle peut tolérer la visite de «prisons modèles» qu'elle aura auparavant «nettoyées» de toute trace de tortures et de crimes. Mais où seront tous les prisonniers politiques qui n'ont plus d'existence légale ? Leur existence est en danger et la solidarité internationale peut contribuer à déchirer le silence, à faire entendre les cris de ceux qui sont torturés à l'électricité, découpés vivants à la scie électrique ou jetés par hélicoptère dans les eaux du Mar del Plata qui regorgent de cadavres.

Il n'est pas possible de se taire face à ces atrocités, il n'est pas possible d'accepter plus longtemps le discours de ceux qui font du général Videla, président de la junte militaire, un «modéré» tentant de calmer les faucons. A ceux qui disent, comme les révisionnistes, qu'il faut aller en Argentine pour voir ce qui s'y passe. Il faut se rappeler ce fait : la junte a poussé le cynisme jusqu'à inventer la visite d'une prétendue mission des Droits de l'Homme dans une prison. Les prisonniers avaient été auparavant menacés au cas où ils parleraient. Certains d'entre eux ont eu le courage de parler. On imagine la suite...

Alors aller voir quoi ? Ce que les fascistes voudront bien nous montrer !

### LILLE : SOUTIEN A LA RESISTANCE PALESTINIENNE

MANIFESTATION LE SAMEDI 25 MARS 1978  
15 H PLACE DU MARCHÉ A WAZENNES

Organisé par :  
Comité de soutien à la Résistance palestinienne  
Union générale des étudiants de la Palestine  
Etudiants progressistes libanais  
Union générale des étudiants de Tunisie (GSP)  
Union nationale des étudiants du Maroc  
Union nationale des étudiants de Jordanie  
Union nationale des étudiants d'Irak

Soutenu par : PSU, LCR, PCR, OCT, HR, CDVDTI



La marée noire recouvre maintenant 200 km

### BONNET TOUJOURS MENAÇANT

— Bonnet, le 24 mars 1978 :

*«En ce qui concerne cette proposition de circulation plus loin des côtes, elle rencontre l'adhésion de la France. Mais il s'agit d'une affaire qui est assez largement internationale. Nous ne pouvons pas faire tout ce que nous voulons. Par ailleurs, je pense que dans un drame comme celui que vit actuellement la Bretagne, il ne faut pas doubler la pollution des côtes d'une intoxication des esprits. Et il y a des choses qui sont parfaitement irréalistes.»*

## LA MER N'EST PAS UNE POUBELLE

La sinistre farce continue en Bretagne, la mer disloque chaque heure un peu plus l'Amoco-Cadiz, la totalité de la cargaison sera bientôt répandue. Les vents poussent la marée-noire vers l'Est. Mais les pouvoirs publics s'agitent ; il vient d'être nommé par le ministère de l'Intérieur un secrétaire d'Etat, Marc Bécam pour coordonner toutes les actions de lutte contre le sinistre et ses conséquences. De cette «lutte» parlons-en ! Elle continue à être menée avec des moyens dérisoires. Dans la zone la plus touchée, seules une quinzaine de pompes flottantes sont en action, à terre des camions moto-pompe participent à la collecte d'une quantité très faible du pétrole déversé ; un millier de litres arrivent journellement à Brest dans des cuves hâtivement aménagées. De nombreux volontaires, des gens de la région pour la plupart, restent inemployés

car la pelle et le seau sont les seuls moyens, dérisoires, dont on dispose et, pour le moment, il n'est pas utile de les employer.

Pour marquer son mécontentement la population multiplie les manifestations. Jeudi à Brest 5 000 jeunes ont parcouru les rues. Mardi soir les marins pêcheurs, plus d'un millier à l'appel de la CFDT, avaient manifesté leur colère. «La mer n'est pas une poubelle» criaient les manifestants qui jeudi avaient envahi la cour de la Préfecture maritime.

Par ailleurs les écologistes tant à Paris que sur place s'en sont pris à la compagnie pétrolière Shell, propriétaire de la cargaison. Un cormoran mort, mazouté, a été déposé sur le bureau de la direction parisienne. Vendredi soir, les organisations écologistes du Finistère, les syndicats familiaux du CSCV et

CSF appellent la population à se rendre en manifestation. Samedi la CFDT

organise un rassemblement régional à Brest.

### DES COMITÉS «ANTI-MARÉE NOIRE» SE FORMENT À BREST

Plusieurs comités «anti-marée noire» se forment sur Brest, tant sur la ville que sur plusieurs entreprises. Ils appellent à une journée publique d'action pour samedi. Un travail de mobilisation et d'explication est engagé sur la région sur les bases suivantes :

- soutien aux revendications des pêcheurs et des travailleurs de la mer pour leur indemnisation,
- travail de lutte contre la marée noire, c'est-à-dire le profit qui en est la cause, et contre la croissance aveugle ;
- travail d'information et de sensibilisation sur les conséquences de la marée noire.

Ces comités se forment uniquement «à la base», les directions syndicales (ainsi que les partis de gauche) refusant de s'associer à la popularisation et à l'extension de la lutte.

Réunions tous les soirs à 20 h 30  
y compris samedi  
au Centre social de Bellevue

Communiqué

### Strasbourg

#### Michel Habegger était mort, étranglé par des flics

●Y a-t-il complicité de certains médecins à Strasbourg pour protéger les flics qui ont tué Michel Habegger ? Admis à l'hôpital civil de Strasbourg le 6 juin 1976 après une intervention des flics, Michel Habegger décédait le 28 juillet 76 sans avoir repris connaissance.

Le rapport du médecin légiste précise que la mort est due à «des complications pulmonaires infectieuses, d'origine indéterminée». Or des diagnostics spécifient cette origine : «Coma par strangulation».

Danièle Habegger, l'épouse de Michel raconte : «J'étais en instance de divorce, et vivais séparée. Le 6 juin 76, dans la soirée, j'étais avec une amie, mon mari vient à ce moment-là. Je confie ma petite fille à une voisine. Il veut la voir, je refuse. Il avait passablement bu, me menaçait, me frappait. Mon amie alerte alors la police, et deux agents en uniforme arrivent peu après, et demandent à voir l'ordonnance de non-conciliation. Je la leur montre. Mon mari insiste pour voir ma fille. Je m'absente quelques instants pour la chercher. Lorsque je reviens, je trouve Michel allongé par terre, inanimé. Le couloir portait les traces d'une bagarre violente : j'ai même retrouvé une touffe de cheveux ! Les policiers étaient en train de faire un massage cardiaque. Mon amie m'a dit que Michel était mort... Les policiers font venir la SAMU, emmènent à l'hôpital Michel qui ne reprend plus connaissance et meurt le 28 juillet 1976...»

Là, les flics se protègent en demandant à Danièle de porter plainte contre Michel, mais celui-ci étant dans un état très grave,

elle explique : «Je n'avais plus du tout envie de porter plainte. Là, les policiers étaient très inquiets. Ils ont insisté, disant que la plainte était très importante pour la suite de l'affaire. Alors je l'ai fait...»

Aux questions de la jeune femme sur les raisons de la mort de son mari, les médecins de l'hôpital répondent que c'est un «malaise» qu'il était en bonne santé... Les flics auraient pu ainsi ne plus être inquiétés, si Danièle n'avait travaillé temporairement... à l'hôpital civil de Strasbourg un an après le drame. Elle est nommée aux archives du service de neurologie, où elle manipule les fiches, et tombe sur le dossier de son mari. Or les différents rapports rédigés par les médecins mentionnent : «Coma par strangulation». Celui du 8 juin, intitulé «histoire et examen clinique» précise : «Le 6, clef au cou par un agent de police». Et plus précis encore un autre document «strangulation ayant entraîné un arrêt cardiaque vraisemblablement chez un malade qui était sous tofanil (tranquillisant)».

Ainsi de la version originale du médecin légiste :

«Le décès survenu a été causé par des complications pulmonaires infectieuses d'un coma prolongé d'origine indéterminée», on en arrive à l'étranglement ! Danièle Habegger, n'aurait jamais connu les résultats de l'autopsie, qu'elle avait pourtant demandé, si au hasard de ses emplois d'intérimaire elle n'avait eu l'occasion de consulter ces dossiers soigneusement planqués dans les archives. Elle avertit alors deux avocats strasbourgeois qui portent plainte avec constitution de partie civile au bénéfice des deux enfants de Danièle. Avec les membres de la Ligue des droits de l'homme, ils décident de rendre l'affaire publique : «Les droits de l'homme élémentaires sont en cause» s'indignent-ils «en tout premier, le droit à la vie. Si nous publions cette affaire c'est pour avoir le maximum de garanties. Nous savons que dans le passé, des affaires similaires ont été classées sans suite. Nous voulons éviter que les pièces du dossier disparaissent».

Les bavures des flics sont d'habitude plus bruyantes. Il y a eu d'autres cas de strangulations policières, comme celle de Patrick Mirval révélée malgré une tentative de «maquillage» de la cause du décès. Révoltant est l'assassinat, non moins révoltant est la complicité dont font preuve certains médecins pour masquer ces crimes !

Pierre CHATEL

### Procès de la poudrerie de Clérieux

## LE RENDEMENT AVANT TOUT !

●Le procès de la MGM, propriétaire de la Poudrerie de Clérieux, a été l'occasion de la rencontre de témoignages accablants, ceux des ouvrières, de l'inspecteur du travail, et des arguments froids, techniques, mal assurés et peu convaincants de la direction de l'usine.

En particulier a été évoquée la mystérieuse disparition du dossier de l'accident de l'usine MGM de Valence-Basses Crozettes : cet accident avait entraîné la mort d'une ouvrière en 1975. Elle avait été enterrée sans le permis d'inhumer (obligatoire !). Depuis, le dossier a disparu au Parquet de Valence, ce qui a suffi à la justice pour ne pas ouvrir le procès...

Yvonne Houel, une des 3 rescapées de Clérieux raconte sa peur : «On produisait beaucoup. J'avais peur. Peur de chercher des plateaux pour les changer sur le chariot». Après quoi elle prononce ces terribles mots «je n'oublierai jamais» la peur, c'est le mot qui revient dans la bouche de toutes les ouvrières qui témoignent à la barre, qui racontent qu'elles devaient pousser les chariots contenant jusqu'à 400 kg d'amorces explosives !

«Le rendement, le rendement avant tout !» C'est cette politique qui a tué ! Le trianate de plomb a été préféré par la MGM au fulminate de mercure parce qu'il coûte moins cher de fabrication. Pourtant c'est l'explosif le plus

dangereux des 2 ! Il est de loin le plus sensible aux étincelles électriques, même de faible énergie. Un expert témoigne : «Il suffit de se passer un peigne dans les cheveux à proximité du tricinate sec pour déclencher une explosion !»

Le tricinate était partout dans l'usine. «En une seconde 100 mètres de cloison s'enflamment». Le tricinate jaunit les blouses des ouvrières, leurs cheveux. Il s'accroche bien sur les murs rugueux qui n'avaient pas été lissés ! Les cadences empêchent le nettoyage régulier et l'humidification des locaux. Résultat : la poudre traîne partout et sèche. Comble de mépris pour les travail-

leurs : un marteau piqueur fonctionnait contre un mur du bâtiment où s'est produite l'explosion ! Le jour de l'accident, des milliers d'amorces en vrac s'empilaient dans le local de stockage : une machine «vernisseuse» dont le rodage n'était pas terminé en imposant des gestes supplémentaires (et dangereux) a forcé les ouvrières à accélérer la cadence donc à délaissier un peu plus leur propre sécurité ! «Je suis sortie en rampant, j'ai vu mon amie complètement brûlée. Je n'oublierai jamais...»

A Valence, dans l'atmosphère d'un tribunal où les arguments s'échangent, on essaye de canaliser la révolte ouvrière dans l'entonnnoir du discours judiciaire. Victimes de l'insécurité des cadences et du profit six ouvrières sont mortes le 9 avril 76. C'est ce que sont venus rappeler leurs camarades de travail en manifestant devant le tribunal, le jour de l'ouverture du procès, en défilant derrière les portraits des six victimes.

Pierre PUJOL

## PROGRAMME TÉLÉ

Vendredi 24 mars

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Les témoins  
21 h 55 - Concert  
23 h 00 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Un ours pas comme les autres. Feuilleton  
21 h 35 - Apostrophes  
22 h 45 - Journal  
22 h 50 - Télé-club : Hauteclaire. Dramatique  
00 h 15 - Fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre  
19 h 55 - Flash journal  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - La qualité de l'avenir. Les Français et l'environnement.  
21 h 30 - Du tourisme au pèlerinage  
22 h 20 - Journal et fin

Samedi 25 mars

TF 1

18 h 05 - Trente millions d'amis  
18 h 40 - Magazine auto-moto  
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Eh bien, raconte  
20 h 00 - Journal  
20 h 30 - Numéro un. Alain Souchon. Variétés  
21 h 30 - Serpico  
22 h 25 - Télé-foot  
23 h 25 - Journal

A 2

17 h 10 - Des animaux et des hommes  
18 h 00 - Interneige  
18 h 55 - Des chiffres et des lettres  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Les six jours d'Antenne 2  
20 h 00 - Journal  
20 h 35 - Madame le juge. Six épisodes  
22 h 05 - Voir. Magazine  
22 h 55 - Drôle de baraque.  
23 h 25 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse  
19 h 05 - Télévision régionale  
19 h 40 - Actualités régionales  
19 h 40 - Samedi entre nous  
20 h 00 - Les jeux de vingt heures  
20 h 30 - Le baron Tzigane. Opérette en trois actes  
22 h 10 - Spécial Clark Gabe  
23 h 05 - Journal et fin

## Une revue contre la domination capitaliste de l'espace

Depuis plus de deux ans des militants de comités de lutte, des techniciens du logement et des intellectuels progressistes s'étaient regroupés autour de deux revues : *Place* et *GIAM* (Groupe d'Intervention sur l'Aménagement). Elles sont apparues progressivement comme deux revues capables de répondre aux questions soulevées par les luttes contre l'aménagement capitaliste de l'espace, et de devenir leur moyen de liaison dans toute la France.

Aujourd'hui, l'élargissement de leur influence, combinée au renforcement d'une opposition grandissante au capitalisme sur le terrain de l'espace, ont amené *Place* et *Giam* à fusionner dans une même revue : «*Espace et luttes*» (1).

Leur assemblée générale tenue en juin dernier à Toulouse précisait ainsi les grands axes de la revue :  
— Se lier aux luttes des travailleurs  
— Renforcer dans le sens de cette liaison les pratiques des techniciens progressistes  
— S'informer mieux pour informer plus.

La réunion de *Place* et *Giam* se veut l'instrument d'une nouvelle étape de développement du mouvement de ceux qui combattent la domination capitaliste par l'espace et sur l'espace.

Cette nouvelle étape, «*Espace et luttes*» la situe nettement, sous le signe de l'autonomie des luttes : «*Il est trop clair qu'il faudra poursuivre demain (après les élections) les luttes d'aujourd'hui contre un aménagement de l'es-*

*pace qui sera plus que jamais l'instrument de domination d'un pouvoir d'Etat centralisé sur les individus et les collectivités locales et régionales.*»

Une autonomie des luttes qui devrait aller dans le sens de s'unir avec celles que mènent les travailleurs directement contre l'exploitation capitaliste.

Cette constatation revêt une certaine importance pour les perspectives que peuvent se donner des comités de quartiers : «*Loin d'être des luttes dépassées, elles sont nécessaires à la construction d'un nouveau type de société où chacun puisse vivre et vivre mieux au pays... elles sont nécessaires pour imposer une autonomie économique locale et régionale organisée par les travailleurs eux-mêmes.*»

Aujourd'hui, la crise politique qui secoue notre pays depuis plusieurs années a des répercussions grandissantes sur le front de l'espace. L'urbanisation des villes redouble d'anarchie, les logements représentent une part grandissante dans le revenu des travailleurs et leur confort ne s'améliore guère. Les petits paysans subissent massivement à leur tour la spéculation foncière qui les chasse de leur pays, etc..

C'est que la grande bourgeoisie rogne de tous les côtés pour nous faire payer sa crise. Et face à cela, des luttes sourdes s'organisent. Divisées, isolées, c'est un facteur de richesse certes, mais c'est aussi un moyen de les limiter dans des revendications réformistes, d'en faire un instrument de récu-



pération par les partis de gauche. Leur donner les moyens de se connaître, de mieux se situer dans l'arène des luttes politiques et syndicales, c'est sans nul doute contribuer à favoriser l'essor d'un mouvement de lutte plus puissant, fort de son autonomie vis-à-vis de tous ceux qui voudraient les canaliser dans un soutien à d'autres projets. On peut donc saluer la naissance d'«*Espace et Luttes*» et recommander sa lecture.

La revue devrait servir aussi de support à l'ouverture de boutiques d'aménagement comme il en existe déjà une à Paris (2).

Lieu de permanence de techniciens de l'aménagement et du bâtiment, elle sert de carrefour de débat, d'information, de diffusion et aussi d'intervention sur des luttes données (com-

me la réalisation d'un contre-projet).

Et si, par ailleurs, vous êtes directement intéressés, sachez qu'«*Espace et Luttes*» tient une assemblée générale ouverte à tous :

les 25 et 26 mars  
au 14, rue de Nanteuil  
Paris XV<sup>e</sup>  
à partir de 14 h 30

(1) Pour tous contacts :  
Permanence d'«*Espace et Luttes*» les jeudi de 18 h 30 à 20 h  
Rue de Nanteuil  
Prix du numéro : 6 F

(2) Permanences de la boutique d'aménagement de Paris : samedi de 10 h à 13 h, 46, rue du Pré St-Gervais 19<sup>e</sup> et Librairie la Commune, 11, rue Barrault 13<sup>e</sup>, et de 14 h 30 à 18 h 30 : APAUM, 7 rue des Lyons St-Paul

4\*

# Et l'acier fut trempé

95<sup>e</sup> épisode

De retour à la ville, Pavel cherche ses amis afin de reprendre ses activités.

Il bombardait Pavel de questions, jusqu'au moment où il acquit la conviction que le garçon connaissait personnellement Joukhraï. C'est alors seulement qu'il lui apprit que Joukhraï avait été envoyé depuis deux mois à Tachkent, sur le front du Turkestan. Pavel fut tellement affligé par cette nouvelle qu'il ne demanda aucun détail, mais fit demi-tour, sans rien dire, et sortit dans la rue. La fatigue pesa soudain sur ses épaules et le contraignit à s'asseoir sur les marches de l'entrée.

Un tramway passa, emplissant l'avenue d'un fracas métallique. Un torrent humain ininterrompu s'écoulait sur les trottoirs. La ville était animée : tantôt le rire heureux d'une femme, tantôt une voix de basse masculine, tantôt un ténor d'adolescent, tantôt un bredouillement enroué de vieillard. Le flot humain était continu, le pas toujours hâtif. Tramways vivement éclairés, éclats soudains de phares d'auto, incendie de lampes autour du panneau publicitaire d'un cinéma voisin... Et partout des gens, animant toute la rue d'un bruit de voix incessant. Un soir comme les autres de la grande ville...

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Le brouhaha et l'agitation de l'avenue émissaient l'amertume provoquée par l'absence de Fédor. Où aller ? Dans le quartier de Solomenka, où habitaient ses amis ? C'était bien loin. Et, d'elle-même, l'image d'une maison assez proche surgit. Bien sûr, il irait tout de suite. Le premier camarade qu'il aurait voulu voir, aussitôt après Joukhraï, n'était-ce pas Rita ? Là-bas, chez Akim, il pourrait même passer la nuit.

En approchant, il vit de la lumière, tout en haut, dans la fenêtre d'angle. S'efforçant d'être calme, il tira à lui le battant de chêne. Pendant les quelques secondes d'attente sur le palier, il entendit des voix et une guitare derrière la porte de Rita.

«*Tiens, tiens, on a donc autorisé la guitare ? Le régime s'adoucit*», conclut Kortchaguine, et il frappa doucement du poing à la porte. Se sentant ému, il se mordit les lèvres.

Une femme inconnue, jeune, des aéroche-cœur sur les tempes, ouvrit la porte et le regarda, intriguée.

— Vous cherchez quelqu'un ?

La porte était restée entrebâillée et un simple coup d'œil sur la chambre avait déjà renseigné Pavel.

— Je pourrais voir Oustinovitch ?

— Elle n'est pas là. Elle est partie pour Kharkov dès le mois de janvier et, d'après ce que j'ai

entendu dire, elle est allée ensuite à Moscou.

— Et le camarade Akim vit ici ou bien est-il parti lui aussi ?

— Le camarade Akim n'est pas là non plus. Il est maintenant secrétaire du comité provincial d'Odessa du Komsomol.

Pavel n'avait plus qu'à s'en aller. La joie du retour dans la ville était ternie.

Il lui fallait penser sérieusement à trouver un gîte pour la nuit.

A courir comme ça après les amis, on s'use les jambes et on ne trouve personne, bougonna Kortchaguine en surmontant son amère déception. Mais il décida de tenter encore sa chance chez Pankratov. Le débardeur habitait près du débarcadère, ce qui était nettement plus près que le quartier de Solomenka.

Complètement harassé, il atteignit enfin le logement de Pankratov et décida, en frappant à une porte autrefois peinte en ocre : «*Si lui non plus n'est pas là, je ne cherche plus. Je passerai la nuit sous une bâche.*»

La porte fut ouverte par une petite vieille, la mère de Pankratov, coiffée d'un petit fichu noué sous le menton.

— Ignate est rentré, mémère ?

— Il vient d'arriver. Vous venez pour le voir ?

Elle ne reconnut pas Pavel, et se retourna en criant :

Guenka, quelqu'un pour toi ?

Pavel entra avec elle dans la pièce et posa son sac par terre. Allablé, la bouche pleine, Pankratov le regarda à peine.

A SUIVRE

## Les cent jours des mineurs américains (3)

### DES LÉZARDES DANS LE SYNDICALISME

par Grégoire CARRAT

#### L'UNWA et ses opposants

La question du syndicat est bien au cœur de la grève des mineurs, moment fort de tout un mouvement qui traverse la classe ouvrière. Le patronat y voit remises en cause les garanties que lui offraient depuis la guerre les syndicats : il veut interdire les grèves sauvages. Les directions s'y voient défiées : elles sont d'accord pour empêcher l'affirmation de ce mouvement. Que ce phénomène prenne une force particulière dans les mines tient en particulier à la place des mineurs dans la lutte des ouvriers américains, et de leur syndicat dans le syndicalisme américain.

#### LEWIS : COMBATIVITÉ ET COLLABORATION

Dans les maisons de mineurs, surtout des retraités, on est souvent en présence du portrait de Lewis. Véritable organisateur de l'UMW, il était celui qui osa dire à Truman en réponse à l'ordre de cesser la grève : «Vous ne pouvez extraire le charbon avec des baionnettes».

●La journée de vendredi marque un moment important de la grève des mineurs américains. Après plus de 100 jours d'arrêt de travail, ils doivent se prononcer sur le troisième contrat de travail qui leur soit proposé depuis le début de la grève. Deux points essentiels sont au cœur de ce conflit : les mineurs ont, jusqu'à présent refusé les clauses anti-grèves que les patrons voulaient imposer en échange des augmentations de salaire. Ils ont repoussé toute atteinte à leur fond de sécurité sociale.

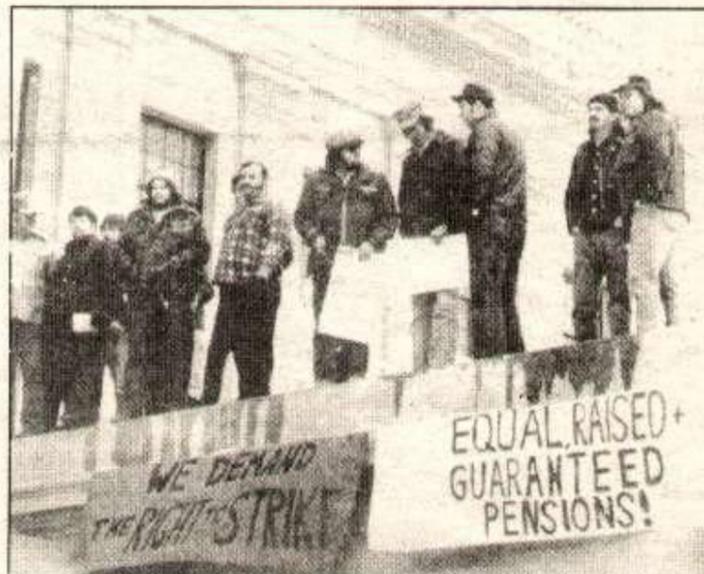
Mais elle a aussi représenté l'affirmation d'une nouvelle combativité qui venait battre en brèche les pratiques adoptées jusqu'à présent par les syndicats. Loin d'être, comme la presse américaine, un cas exceptionnel, la combativité des mineurs représente bien la situation de fractions importantes de la classe ouvrière. Pour ne citer qu'un exemple, la grève du syndicat de l'acier (USM), dans le Minnesota et le Wyoming, qui a duré du 1<sup>er</sup> août au 16 décembre 1977, (138 jours) est la plus longue qui ait jamais eu lieu dans nos secteurs. Les mineurs de fer réclamaient la parité de salaires avec les grandes usines sidérurgiques et des mesures de protection contre la poussière de raconite qui provoque une sorte de silicose. La grève s'est terminée sur une victoire partielle sur les deux points : les trois quarts des travailleurs ont obtenu la parité et ils ont obtenu des garanties sur la sécurité et la santé.

Le plus important est que cette victoire ait été obtenue contre la direction syndicale : le 7 novembre, un groupe élu par les mineurs en grève rejetait le contrat accepté par le président de l'USW, Lloyd Mc Bride.

Pour les chefs syndicaux, la grève des mineurs représente leur impuissance à maîtriser cette nouvelle combativité, la capacité propre des mineurs de s'organiser en dehors d'eux. Pour le gouvernement et les patrons, cela représente une nouvelle force qu'ils voudraient neutraliser avant l'ouverture des discussions sur les contrats dans l'acier et l'automobile qui ont lieu l'an prochain.

*gent devrait le soutenir, ses propositions permettent aux lois naturelles de la production et de la distribution de fonctionner». Lors d'une grande crise dans les années 20 il lance aux patrons «fermez 4 000 mines, forcez 200 000 mineurs à se reconvertir dans d'autres secteurs et le problème du charbon sera réglé».*

bon. La concurrence du pétrole et du gaz avait fait chuter la production de 630 millions de tonnes en 1947 à 437 millions de tonnes en 1948. En 1949/50, Truman fit appel à la loi Taft Hartley pour briser la grève des mineurs, mais en vain. Après cette grève, Lewis aida à la modernisation : les petites mines fermèrent, les industries se con-



Les mineurs des Appalaches à Washington : «Nous voulons le droit de grève», «Retraites égales et garanties». Miller avait signé le contraire.

Les conditions des syndiqués étaient à peine différentes, mais ils vivaient sous le régime des «Sweetheart contracts», contrats de collusion entre le syndicat et le patronat qui assuraient au syndicat un grand nombre d'adhérents payant cotisation. Entre 1958 et 1963 aucun contrat ne fut signé. Le solde bénéficiaire du fonds d'aide médicale, se montant à 145 millions de dollars, a été utilisé pour alimenter la National Bank of Washington, contrôlée par l'UMW. Les mineurs n'eurent connaissance de ce scandale que beaucoup plus tard.

syndicats au cours des quinze dernières années. Mais c'est dans les mines que son expression fut la plus spectaculaire : en 1969, Joe Yablonski, candidat de cette opposition à la présidence de l'UMW, est assassiné : les assassins étaient payés par Tom Boyle qui est actuellement toujours en prison.

#### L'ARRIVÉE DES RÉFORMISTES

L'horreur du massacre de toute la famille de Yablonski provoqua le rejet par les mineurs de ceux qui représentaient cette bureaucratie corrompue. En 1972, ils élirent avec enthousiasme Miller, ancien mineur silicosé, «un des leurs». Les organisations créées par les mineurs afin de revendiquer de lois pour la protection contre la silicose (Black Lung Association et pour améliorer le sort de mineurs handicapés et des veuves (Sisabled Miners and Widows Association) avaient fait bouler de neige jusque dans les coins les plus reculés parce qu'elles posaient les problèmes dont ne s'occupait pas le syndicat. Elles avaient assisté le succès de Miller.

Arrivé au pouvoir, Miller tenta de les démanteler ainsi que sa propre organisation de soutien, Miners for democracy. Il craignait le potentiel de luttes et d'autonomie qu'elles représentaient. Les opposants ont vite appris que ce n'est pas en changeant la tête que les choses changent, et c'est dans les mines que se développent les plus grandes grèves sauvages. 60 000 en 1975 pour le droit de grève au niveau local, 120 000 en 1976 contre les condamnations qui pleuvaient sur le mouvement d'opposition, 85 000 au cours de l'été pour la défense du plan médical.

L'histoire du syndicat des mineurs est représentative du syndicalisme américain. Ce qui se passe aujourd'hui ne lui est pas particulier mais c'est une expérience qui retentit dans l'ensemble de l'opposition syndicale des autres branches. Et c'est en cela que la grève des mineurs peut constituer une phase importante du syndicalisme américain.

#### CORRUPTION ET MEURTRE

En 1963, Tony Boyle prend la tête du syndicat. La mécanisation a été accomplie : chaque mineur extrait alors 15 tonnes contre 6 tonnes en 1948. La récession a fait place à l'expansion économique. Boyle refusa de tenir compte des revendications des mineurs, plan de sécurité dans les mines, sécurité sociale... et fit comme Lewis : discuter uniquement des salaires et se taire sur le reste.

Au congrès annuel de 1964, la direction a vu qu'une opposition préparait quelque chose. Depuis des années elle existait de manière latente, mais elle ne pouvait s'exprimer car le taux de chômage était tel que toute rébellion risquait d'être sanctionnée d'une impossibilité définitive de trouver du travail dans les mines. Dans les Appalaches, où n'existe pas d'autre travail, c'est l'exil. Pour empêcher qu'il se manifeste Boyle s'appuya sur tout l'héritage anti-démocratique laissé par Lewis : sur 27 districts, 6 seulement élaient leurs représentants, les autres étaient nommés par le bureau national. Le lieu du congrès fut transporté des Appalaches à Miami, en Floride, à des centaines de kilomètres, ce qui interdisait à de nombreux délégués de s'y rendre. Ceux qui soutenaient Boyle eurent le voyage payé, 500 délégués qui le soutenaient reçurent en échange des sinécures. Ceux qui essayèrent malgré tout d'intervenir furent expulsés.

Un tel mouvement d'opposition a existé dans tous les



Un train de charbon bloqué dans l'Illinois. Légalement ou non, défendre les revendications trahies par le syndicat.

Il organise face à l'American Federation of Labor (AFL), organisation par métiers qui excluait les travailleurs non qualifiés, le Congress of industrial organisations (CIO) qui regroupe toutes les catégories d'ouvriers. Ces deux organisations ont fusionné parce qu'au fond leurs principes étaient les mêmes.

Tout en étant très combatif, il a insisté pour que soient instituées les négociations nationales avec une organisation patronale unique. En 1924 il affirmait : «Le programme de l'UWA n'est ni nouveau ni révolutionnaire... chaque homme d'affaires intelli-

Au cours des grandes luttes des années 30, au cours desquelles les communistes firent un important travail, Lewis déclarait : «Il est possible que, si on laisse cette situation dangereuse se perpétuer, qu'il n'ait pas seulement une conscience de classe mais la révolution. On peut l'éviter. Les employeurs ne font pas grand chose pour y parvenir. Mais l'UMWA fait tout ce qu'elle peut pour faire fonctionner le système».

Après la guerre, Lewis fit son maximum pour aider la restructuration de l'industrie du char-

centraient de plus en plus. Ce qui fit naître de nouveaux problèmes : les mineurs mis au chômage ne trouvaient de travail nulle part, une importante main d'œuvre était disponible pour travailler à bas prix. Cela permit l'ouverture de nombreuses petites mines où des milliers de mineurs auparavant syndiqués, ont travaillé dans les mines non syndiquées. C'est alors qu'a commencé la difficile bataille, qui dure toujours, pour syndiquer les mines non syndiquées. Les conditions des mines non-syndiquées, c'est l'absence de sécurité, sans allocations médicales.